



POUR UN MILIEU DE VIE QUI ME RESSEMBLE
ÉLECTIONS MUNICIPALES

Guide du représentant officiel et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé

Municipalités de 5 000 habitants ou plus



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

© Directeur général des élections du Québec, 2016

Les interprétations exprimées dans ce guide n'ont pas préséance sur les dispositions de la loi et ne visent pas à remplacer le texte officiel de la loi. Lorsqu'il s'agit d'interpréter ou d'appliquer la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, il faut se référer au texte publié par l'Éditeur officiel du Québec. Celui-ci peut être consulté à l'adresse publicationsduquebec.gouv.qc.ca.

Aide-mémoire

Ouvrir un compte bancaire spécifique à la campagne (fonds électoral)

- ❑ Un oubli en cette matière vous privera du remboursement des dépenses électorales (directive D-M-4 en annexe du présent guide).

N. B. : L'ouverture n'est pas obligatoire si les fonds proviennent exclusivement du candidat jusqu'à un maximum de 1 000 \$.

Solliciter et recueillir des sommes ou contracter un emprunt (constitution du fonds électoral)

- ❑ Seul un électeur de la municipalité peut contribuer. Maximum de 100 \$ par année civile.
- ❑ Au cours de l'année d'élection générale ou lors d'une partielle, un électeur peut verser une contribution supplémentaire de 100 \$ à chacun des partis et des candidats indépendants autorisés.
- ❑ Le candidat indépendant autorisé pourra verser, pour son propre bénéfice, **à partir du moment où sa déclaration de candidature est acceptée**, des contributions dont le total ne dépasse pas la somme de **800 \$**.
- ❑ Toute contribution d'un électeur = remise obligatoire d'un reçu de contribution.
- ❑ Il est possible de désigner des solliciteurs (directive D-M-6 en annexe du présent guide).

Effectuer et autoriser les dépenses électorales

- ❑ Seul un agent officiel peut faire et autoriser des dépenses électorales (du 44^e jour précédant le jour du scrutin jusqu'au jour du scrutin à la fermeture des bureaux de vote).

Acquitter les dépenses électorales à même votre fonds électoral (compte bancaire)

- ❑ Les dépenses doivent être acquittées en totalité avant la production de vos rapports.
- ❑ Vous devez conserver toutes les pièces justificatives pour une période de sept ans.

Respecter la limite des dépenses électorales

- ☐ Cette limite vous sera transmise par le trésorier de votre municipalité.

Identifier la publicité (obligatoire)

- ☐ Pour une publicité dans un journal, à la radio, à la télévision ou sur le Web, la mention est «Nom de l'agent officiel» et son titre, «Agent officiel».
- ☐ Pour un dépliant, une affiche, un panneau de polypropylène ondulé (Coroplast), la mention est «Nom de l'imprimeur (ou du fabricant lorsque produit par des bénévoles)» et «Nom de l'agent officiel» et son titre, «Agent officiel».

Produire les différents rapports

- ☐ Rapport financier d'un électeur autorisé (lorsqu'autorisé avant l'année d'élection):
 - au 1^{er} avril de l'année d'élection;
 - accompagné des reçus de contribution.
- ☐ Rapports d'un candidat indépendant autorisé :
 - au plus tard 90 jours après le scrutin;
 - accompagné des originaux des factures, chèques, exemplaires de publicité, relevés bancaires, bordereaux de dépôts, etc.
- ☐ Rapports financiers additionnels (lorsqu'on constate un surplus ou une dette lors de la production des rapports d'un CIA).

Pour plus de renseignements, communiquez avec le trésorier de votre municipalité ou la Direction du financement des partis politiques du Directeur général des élections du Québec au 418 644-3570 pour la région de Québec ou au 1 866 232-6494, de partout ailleurs au Québec. Vous pouvez également nous écrire un courriel à l'adresse suivante: **financement-municipal@dgeq.qc.ca**.

Table des matières

Principaux changements à la LERM	X
Introduction	XII

Chapitre 1

Rôle et responsabilités	1
1.1 Rôle	1
1.2 Nomination	2
1.3 Démission et remplacement	2
1.4 Formation obligatoire du DGEQ	3
1.5 Sommaire des principales responsabilités	3
1.6 Déclaration des dépenses de publicité du candidat	4
Comment s’y prendre pour bien comptabiliser les dépenses de publicité ?	4
1.7 Demande de retrait	5
1.8 Dates clés pour une élection générale	5
1.9 Rôle et responsabilités du trésorier de votre municipalité	6

Chapitre 2

Rentrées de fonds	7
2.1 Renseignements généraux	7
2.2 Fonds électoral	7
2.3 Contributions	8
Définition	8
Contribution maximale permise par la Loi	9
Contribution supplémentaire lors d’élections	9

Table des matières

Contribution de plus de 50 \$	10
Contribution de 50 \$ ou moins	11
Crédit d'impôt	11
Contribution en biens et services	12
Contribution non conforme.	12
Solliciteur	12
Reçu de contribution	13
2.4 Activités à caractère politique	13
Définition	13
Sommes recueillies	14
Revenus accessoires	16
2.5 Emprunts et cautionnements	16
Marge de crédit	18
Taux d'intérêt courant du marché.	18
Remboursement d'un emprunt.	18
Paiement des intérêts	19
Date limite de remboursement.	19
2.6 Remboursement des dépenses électorales	20
2.7 Revenus d'appariement lors d'élections.	20
2.8 Avance sur le financement public et sur le remboursement des dépenses électorales	22
 Chapitre 3	
Sorties de fonds	23
3.1 Renseignements généraux	23
3.2 Dépenses électorales.	24
Définition	24
Exceptions.	24
Période électorale	25
Limite des dépenses électorales	26
Engagement et contrôle des dépenses électorales.	26
Paiement des dépenses électorales	27
Dépenses faites, non réclamées	28

Table des matières

Réclamations contestées	28
Utilisation d'un bien ou d'un service fourni à titre gratuit	29
Comptabilisation d'une dépense en fonction de l'utilisation d'un bien ou d'un service avant et pendant la période électorale	29
Montants non inclus dans les dépenses électorales	30
Candidat élu sans opposition	30
Regroupement de candidats indépendants autorisés	30
Catégories de dépenses électorales	31
3.3 Publicité	31
Comptabilisation de la dépense	31
Identification de la publicité	32
Identification non conforme	34
Coût du matériel publicitaire fait maison	34
Pièces justificatives requises pour le matériel publicitaire	34
Perte de matériel publicitaire à la suite de vandalisme ou de vol en période électorale	35
Réutilisation du matériel publicitaire produit et utilisé lors d'une élection antérieure	35
Utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC)	36
Affichage électoral	36
3.4 Biens et services	37
Assurance	37
Téléphone	37
Location d'équipement	38
Bien durable	38
Intérêts sur emprunt	39
Frais de service sur le compte ouvert dans un établissement financier	39
Travail rémunéré	39
Travail bénévole	40
Travail bénévole d'une personne qui ne travaille pas à son compte	40
Travail bénévole d'une personne qui travaille à son propre compte	41
Dépenses personnelles d'un candidat	41
3.5 Location de locaux	42
Comptabilisation de la dépense	42
Biens et services utilisés dans un local électoral	43

3.6 Voyages et repas	43
Repas préparés par un bénévole	44
3.7 Petite caisse	44

Chapitre 4

Rapports	46
4.1 Rapport à produire avant le scrutin	46
Rapport financier d'un électeur autorisé	46
4.2 Rapports à produire après le scrutin	47
Rapports d'un candidat indépendant autorisé	47
Contenu du rapport financier	47
Contenu du rapport de dépenses électorales	48
Rapports financiers additionnels	48
4.3 Documents devant accompagner les rapports	49
4.4 Correction d'un rapport	49
4.5 Accessibilité et publication d'un rapport	50

Chapitre 5

Sanctions pénales et autres	51
Demande d'enquête	53

Annexes	54
Annexe I Relevé de petite caisse	55
Annexe II Acte d'emprunt	56
Annexe III Déclaration de cautionnement	57
Annexe IV Attestation de la publicité	58
Annexe V Bail	59
Annexe VI Demande de remboursement des frais de transport et de repas	60
Annexe VII Rapport de conciliation des reçus remis à un solliciteur	61
Annexe VIII Demande de correction d'un rapport de dépenses électorales ..	62
Annexe IX Demande d'enquête	63

Table des matières

Directives	64
D-M-4 Ouverture d'un compte dans un établissement financier	65
D-M-5 Reçu de contribution	67
D-M-6 Personne autorisée à solliciter et à recueillir des contributions	73
D-M-17 Indemnités journalières pour les frais de transport et certains frais de repas remboursés pour la période électorale.....	77
D-M-18 Perte de matériel publicitaire à la suite de vandalisme ou de vol en période électorale.....	80
D-M-22 Contrôle des reçus de contribution par le représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé	82
D-M-23 Admissibilité des biens durables	83
D-M-24 Organisation et tenue d'assemblées publiques en période électorale.....	85
D-M-26 Rapport d'activités à caractère politique et revenus accessoires ...	86

Principaux changements à la LERM

Le projet de loi n° 83, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique, a été sanctionné le 10 juin 2016. Plusieurs modifications en matière de financement politique ont ainsi été apportées à la LERM pour les municipalités de 5 000 habitants ou plus. De plus, certaines directives émises par le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) ont également été ajoutées ou modifiées.

Voici les principaux changements apportés:

Autorisation d'un candidat indépendant

(entrée en vigueur le 30 septembre 2016)

- L'électeur qui s'engage à se présenter comme candidat indépendant à la prochaine élection générale peut faire une demande d'autorisation auprès du président d'élection de sa municipalité **à compter du 1^{er} janvier de l'année précédant celle au cours de laquelle doit avoir lieu cette élection**. Un rapport doit alors être produit afin de couvrir cette période (section 4.1 du guide).

Formation obligatoire des agents et représentants officiels

(entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017)

- Le représentant et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé doit, dans **un délai de 10 jours** suivant sa nomination, suivre une formation concernant les règles de financement politique et de dépenses électorales donnée par le Directeur général des élections du Québec (section 1.4 du guide).

Contributions

(entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017)

- Le maximum de contribution annuel permis à un électeur a été fixé à 100 \$ à chacun des partis et des candidats indépendants autorisés.
- Au cours de l'année où aura lieu une élection générale ou lors d'une élection partielle, un électeur peut verser une contribution supplémentaire d'un maximum de 100 \$ à chacun des partis et des candidats indépendants autorisés.

- Un candidat indépendant autorisé peut, de plus, verser pour son bénéfice, **à compter de l'acceptation de sa déclaration de candidature**, un montant additionnel dont le total n'excède pas **800 \$ (pour un total de 1 000 \$ pour l'année d'élection)**.
- Toute contribution en argent de **plus de 50 \$** doit être faite au moyen d'un chèque, d'une carte de crédit ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur, tiré sur son compte dans un établissement financier qui a un bureau au Québec.

Crédit d'impôt

- Toute contribution versée par un candidat indépendant autorisé pour son propre bénéfice ne donne plus droit au crédit d'impôt.

Emprunt et caution

- Le total des montants consentis par un électeur relativement à des prêts et à des cautions ne peut excéder 5 000 \$ (à compter du 1^{er} janvier **2018**).
- Tout prêt consenti par un électeur doit être fait au moyen d'un chèque tiré sur son compte.
- L'acte d'emprunt ou de caution doit comporter une déclaration de l'électeur à l'effet que le prêt ou la caution est contracté à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie et qu'il ne fera pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu dans cet acte.

Revenus d'appariement lors d'élections

- À compter du 1^{er} janvier de l'année où se tient une élection générale, le trésorier des municipalités de 20 000 habitants ou plus verse des revenus d'appariement aux candidats indépendants autorisés. Un montant de 2,50 \$ leur est accordé pour chaque dollar amassé à titre de revenu de contribution, à l'exception toutefois des contributions versées par le candidat indépendant à sa propre campagne. Un plafond est toutefois établi selon le poste électif et la taille de la municipalité.

Avance sur le remboursement de dépenses électorales et l'appariement

- À la réception du rapport pour le versement de l'avance (DGE-1045) le trésorier de la municipalité verse une avance égale à 50 % de ces montants.

Signature des rapports

- Les sections « Signature et déclaration du représentant et agent officiel » et « Signature et déclaration du candidat indépendant autorisé » de tous les rapports financiers ainsi que le rapport de dépenses électorales d'un candidat indépendant autorisé doivent être signées par ces derniers.

Introduction

Vous êtes à l'aube d'une période électorale et vous avez accepté d'agir comme représentant officiel et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé. À ce titre, vous êtes tenu de respecter certaines règles en matière de financement et de dépenses électorales qui sont édictées au chapitre XIII de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM).

→ Le texte de ce guide s'applique également à tout candidat indépendant autorisé qui se désigne lui-même agent et représentant officiel. Si tel est le cas, vous devez faire les adaptations nécessaires.

Le présent guide a pour but d'aider le représentant et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé à comprendre et à respecter les dispositions de la LERM qui lui sont applicables. Ce guide est accessible sur le site Web du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) à l'adresse suivante : **electionsquebec.qc.ca**.

Les interprétations exprimées dans ce guide n'ont pas préséance sur les dispositions de la Loi et ne visent pas à remplacer le texte officiel de la Loi. Lorsqu'il s'agit d'interpréter ou d'appliquer la LERM, il faut se référer au texte publié par l'Éditeur officiel du Québec, qui peut être consulté à l'adresse suivante : **legisquebec.gouv.qc.ca**. Les références aux dispositions de la Loi sont indiquées, le cas échéant, entre parenthèses.

Introduction

Toutes les questions sur la façon dont les dispositions du chapitre XIII de la LERM s'appliquent à un représentant et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé peuvent être adressées au trésorier de la municipalité ou au DGEQ en communiquant avec un coordonnateur en financement politique:

Direction du financement des partis politiques

Le Directeur général des élections du Québec

Édifice René-Lévesque

3460, rue de La Pêrade

Québec (Québec) G1X 3Y5

Téléphone :

418 644-3570 (région de Québec)

1 866 232-6494 (sans frais)

Courriel : financement-municipal@dgeq.qc.ca

Site Web : electionsquebec.qc.ca

→ Les règles décrites dans ce guide s'appliquent aux seules municipalités de 5 000 habitants ou plus ou à toute municipalité dont la population est maintenant de moins de 5 000 habitants mais qui a déjà été assujettie au chapitre XIII de la LERM.

1

Rôle et responsabilités

Tout candidat indépendant qui désire utiliser du matériel dans le cadre de sa campagne ou effectuer des dépenses électorales aussi minimales soient-elles, ou s'il désire aller chercher du financement pour payer ces dépenses ou les payer lui-même, doit être titulaire d'une autorisation du DGEQ.

Lors d'une élection générale, l'électeur peut faire une demande d'autorisation auprès du greffier ou secrétaire-trésorier de sa municipalité, **à compter du 1^{er} janvier de l'année précédant celle où doit avoir lieu l'élection.** Pour une élection partielle, il peut le faire à compter du jour où le siège devient vacant.

En période électorale, le candidat indépendant peut demander une autorisation au moment même du dépôt de sa déclaration de candidature, ou subséquemment auprès du président d'élection de sa municipalité.

1.1 Rôle

(Art. 164, 382 et 455)

Le représentant officiel et l'agent officiel d'un candidat indépendant autorisé sont une seule et même personne. Le candidat indépendant peut se désigner lui-même agent et représentant officiel. Brièvement, le représentant officiel est responsable du financement et des dépenses faites en dehors de la période électorale ainsi que de la production du rapport financier. L'agent officiel est responsable des dépenses électorales et de la production du rapport de dépenses électorales.

1.2 Nomination

(Art. 164, 349, 381 à 384, 400 et 400.1)

Dans le cadre de sa demande d'autorisation, le candidat indépendant doit désigner son représentant officiel ou se désigner lui-même à ce titre. Le représentant officiel, s'il ne s'agit pas de la personne candidate elle-même, doit contresigner la demande, ce qui tient lieu de consentement à sa nomination. En ce qui a trait à la nomination de l'agent officiel, elle doit être faite lors du dépôt de la déclaration de candidature. L'agent officiel, s'il ne s'agit pas de la personne candidate elle-même, doit également contresigner la déclaration, ce qui tient lieu de consentement à sa nomination.

Tout employeur doit, sur demande écrite, accorder un congé sans rémunération à un membre de son personnel qui agit comme agent officiel d'un candidat (art. 349).

Ne peut être représentant officiel et agent officiel la personne qui (art. 383):

- n'est pas un électeur de la municipalité;
- est candidate à un poste de membre du conseil de la municipalité, à l'exception du candidat indépendant autorisé qui se désigne lui-même agent et représentant officiel;
- est le chef d'un parti exerçant ses activités sur le territoire de la municipalité;
- est un membre du personnel électoral de la municipalité ou l'employé d'un tel membre;
- est un fonctionnaire ou un membre du personnel de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci;
- est le directeur général des élections ou un membre de son personnel;
- est déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse au sens de l'article 645 de la LERM, de l'article 223.1 de la Loi sur les élections scolaires ou de l'article 567 de la Loi électorale. Une telle inhabilité dure cinq ans à compter du jour où le jugement de culpabilité est passé en force de chose jugée.

1.3 Démission et remplacement

(Art. 386, 387, 393, 425, 487 et 496)

Le représentant et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé qui constate qu'une condition mentionnée précédemment n'est pas respectée doit démissionner sur-le-champ. Il peut également démissionner pour toute autre raison. Un écrit signé en ce sens doit alors être transmis à la personne candidate et au DGEQ (art. 386) à l'attention de la Direction du financement des partis politiques, et ce, sans délai.

Il doit toutefois produire au candidat, dans les plus brefs délais qui suivent sa démission, un rapport financier et, le cas échéant, un rapport de dépenses électorales. Ces rapports doivent couvrir la période pendant laquelle il a exercé ses fonctions et être accompagnés des reçus, factures ou autres pièces justificatives. La démission de l'agent officiel, après la période électorale, ne le dispense pas de transmettre dans le délai fixé son rapport de dépenses électorales, à moins qu'il soit produit par le remplaçant (art. 487 et 496). La vacance du poste de représentant officiel ou d'agent officiel doit être comblée le plus tôt possible (art. 393).

1.4 Formation obligatoire du DGEQ

(Art 387.1)

Dans un délai de 10 jours suivant la nomination, le représentant et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé doit suivre une formation concernant les règles de financement politique et de dépenses électorales donnée par le Directeur général des élections du Québec. Par la suite, cette personne doit suivre toute formation complémentaire donnée par le DGEQ afin de mettre à jour ses connaissances.

Les formations sont accessibles en ligne. Pour y accéder, chaque personne devant suivre une formation doit fournir une adresse courriel lors de sa nomination. Ce courriel sera utilisé afin de confirmer l'identification du participant et de permettre la transmission de toutes communications en lien avec l'accès, l'utilisation et le suivi de la formation.

Une mention est apposée à côté de chaque nom sur le Registre des entités politiques autorisées du Québec (REPAQ), afin d'identifier les personnes qui ont suivi ou non la formation obligatoire dans les délais prescrits. Ces mentions sont accessibles publiquement à partir du site Web du DGEQ.

1.5 Sommaire des principales responsabilités

- Gérer le fonds électoral (le compte bancaire d'élection).
- Faire ou autoriser des dépenses.
- Payer les dépenses.
- Conserver toutes les pièces justificatives.
- Produire les différents rapports.

1.6 Déclaration des dépenses de publicité du candidat

(Art. 162.1)

L'article 162.1 de la LERM prévoit que la déclaration de candidature doit indiquer le montant total des dépenses de publicité que le représentant officiel du candidat indépendant autorisé a faites et utilisées pendant la période commençant le 1^{er} janvier de l'année de l'élection générale et se terminant le jour où débute la période électorale.

Dans le cas d'une élection partielle, le 1^{er} janvier est remplacé par le jour où le siège devient vacant.

Lorsque le montant excède 1 000 \$, la déclaration de candidature doit détailler ces dépenses de publicité.

Ces dépenses de publicité devront par ailleurs être comptabilisées au rapport de dépenses électorales produit au plus tard 90 jours après le scrutin, dans la colonne «Dépenses autres qu'électorales».

Comment s'y prendre pour bien comptabiliser les dépenses de publicité ?

Les dépenses de publicité que la personne candidate doit détailler dans la déclaration de candidature sont celles ayant trait à l'élection, quel que soit le support utilisé. Il peut s'agir d'une dépense pour une publicité à la radio, à la télévision, dans les journaux, au moyen d'imprimés ou de tout autre support ou technologie de l'information (dépliants, affiches, panneaux, macarons, site Internet, etc.). Tous les frais engagés pour la conception, la réalisation, la production, la diffusion et la distribution du matériel publicitaire doivent être inclus.

Par ailleurs, dans le cas d'une dépense de publicité faite pour un bien ou un service utilisé à la fois avant et pendant la période électorale, elle doit être calculée au prorata de la fréquence d'utilisation avant cette période par rapport à cette fréquence avant et pendant celle-ci.

Exemple de répartition:

Un futur candidat indépendant autorisé (électeur autorisé par le président d'élection) installe des panneaux publicitaires 10 jours avant la période électorale de 45 jours et le coût de ces panneaux totalise 7 000 \$. Le montant de la dépense de publicité à inscrire dans la déclaration de candidature est de 1 272,73 \$, soit 10 jours x 7 000 \$/55 jours.

1.7 Demande de retrait

(Art. 403, 404, 407, 408 à 411 et 413)

Si le candidat indépendant autorisé que vous représentez souhaite faire une demande de retrait d'autorisation, communiquez avec un conseiller du Service du Registre et de la coordination des entités politiques autorisées au 418 6443570 pour la région immédiate de Québec ou au 1 866 232-6494, de partout ailleurs au Québec.

1.8 Dates clés pour une élection générale

ACTIVITÉS - ÉVÉNEMENTS	Nombre de jours par rapport au jour du scrutin
Début de la période électorale	- 44
Premier jour pour la production d'une déclaration de candidature	- 44
Premier jour pour accepter une demande d'autorisation d'un intervenant particulier	- 40
Dernier jour pour la production d'une déclaration de candidature	- 30
Dernier jour pour accepter une demande d'autorisation d'un intervenant particulier	- 20
Jour du scrutin	0
Date limite pour la production des rapports de dépenses des intervenants particuliers	+ 30
Date limite pour accepter une réclamation de vos fournisseurs pour des dépenses faites et non réclamées	+ 60
Date limite pour la production des rapports d'un candidat indépendant autorisé	+ 90

1.9 Rôle et responsabilités du trésorier de votre municipalité

Le trésorier a pour rôle de seconder le DGEQ dans l'application du chapitre XIII de la Loi. Lorsque le trésorier agit en application de ce chapitre, il est sous l'autorité unique du DGEQ (art. 476).

Il doit notamment :

- remettre les documents pertinents à tout candidat indépendant autorisé (guide du représentant officiel et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé - livrets de reçus de contribution) et lui donner les instructions pertinentes;
- afficher et tenir à jour la liste des agents officiels des partis et des candidats indépendants autorisés et, le cas échéant, celle des adjoints des agents officiels des partis (art. 394), ainsi que la limite de dépenses électorales permise pour chaque poste électif;
- calculer les limites de dépenses électorales et en transmettre une copie à tous les agents officiels (préliminaire et finale);
- calculer et verser les revenus d'appariement (pour les municipalités de 20 000 habitants ou plus);
- recevoir et vérifier les rapports de dépenses électorales des candidats indépendants autorisés;
- publier, dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité, un sommaire des rapports de dépenses électorales (art. 499);
- effectuer, en conformité avec la Loi et avec l'accord du DGEQ, le remboursement des dépenses électorales aux candidats indépendants qui y ont droit (art. 476);
- délivrer les avis pour défaut de produire un rapport dans les délais fixés aux personnes concernées (art. 64 et 502 à 504);
- transmettre au DGEQ copie de tout rapport financier et rapport d'activités et, sur demande, copie de tout rapport de dépenses électorales qu'il a reçu (art. 500);
- produire et déposer devant le conseil municipal, le cas échéant, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un rapport de ses activités prévues au chapitre XIII de la Loi pour l'exercice financier précédent. Il doit également en transmettre une copie au DGEQ (art. 513).

2

Rentrées de fonds

2.1 Renseignements généraux

Il existe différents moyens d'obtenir du financement pour pouvoir effectuer des dépenses à des fins électorales. Le moyen le plus répandu est sans équivoque les contributions, mais il est également possible de contracter un emprunt ou d'organiser des activités à caractère politique. Cette troisième partie du guide indiquera au représentant officiel, puisque c'est uniquement lui qui est responsable des rentrées de fonds, les méthodes pour recueillir du financement et les règles qui le régissent.

Cependant, avant d'obtenir toute rentrée de fonds, il y a une étape primordiale à franchir, soit l'ouverture d'un compte de banque (le fonds électoral).

2.2 Fonds électoral

(Art. 457 et 458)

Après avoir obtenu une autorisation, la première étape consiste à ouvrir un compte de banque par lequel **toutes** les rentrées de fonds et **toutes** les sorties de fonds doivent transiter. Ce compte, qui se nomme *fonds électoral*, doit être ouvert dans une succursale québécoise d'une institution financière, et vous devez obtenir un relevé mensuel ainsi que le retour de chèques **obligatoirement** recto verso (originaux ou numérisés).

Le représentant officiel doit y déposer les contributions reçues d'électeurs, les emprunts, les sommes et les revenus accessoires recueillis lors d'activités à caractère politique. Par la suite, tout déboursé pour une dépense électorale ou toute dépense ayant trait à l'élection doit être faite à même ce fonds. La directive D-M-4 en annexe de ce guide renferme les renseignements nécessaires à l'ouverture de ce compte.

Par ailleurs, après la période électorale, tout montant versé par la municipalité en revenu d'appariement ou remboursement de dépenses électorales, qu'il s'agisse d'une avance ou non, doit y être versé. De plus, vous ne pouvez fermer le compte tant et aussi longtemps que les dettes découlant de l'élection ne sont pas remboursées en totalité. Le compte doit donc demeurer ouvert tant que toutes les transactions liées à l'élection ne sont pas conclues.

L'ouverture d'un tel compte n'est toutefois pas obligatoire lorsque les sommes du fonds électoral proviennent **exclusivement** de contributions fournies par le candidat indépendant autorisé.

2.3 Contributions

(Art. 47, 401, 427, 429, 430, 433, 439, 454, 458 et 498)

Définition

Par contribution, on entend les dons en argent à un parti ou à un candidat indépendant autorisé, les services qui lui sont rendus et les biens qui lui sont fournis à titre gratuit, à des fins politiques (art. 427(1) et (2)).

Est également considéré comme une contribution la somme, le bien ou le service fourni par la personne candidate elle-même en vue de son élection, sauf la somme qui sert à payer une dépense pour son transport ou pour ses autres dépenses personnelles qui ne font pas l'objet d'un remboursement sur le fonds électoral (art. 427(3) et 454).

→ Seul un électeur de la municipalité peut faire une contribution en faveur d'un parti ou d'un candidat indépendant autorisé pour cette municipalité. La contribution est faite par l'électeur lui-même et à même ses propres biens, sauf dans le cas de la fourniture d'un service. De plus, cette contribution doit être faite volontairement, sans compensation ni contrepartie, et elle ne peut faire ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement (art. 429 et 430).

Est un électeur de la municipalité toute personne majeure et de citoyenneté canadienne qui n'est ni en curatelle, ni déclarée coupable d'une infraction qui constitue une manœuvre électorale frauduleuse, et qui remplit une des deux conditions suivantes (art. 47):

1. être domiciliée sur le territoire de la municipalité et, depuis au moins six mois, au Québec;
2. être depuis au moins 12 mois propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la Loi sur la fiscalité municipale, situé sur le territoire de la municipalité.

Dans le cas de copropriétaires d'un immeuble ou de cooccupants d'un établissement d'entreprise, seul le copropriétaire ou le cooccupant désigné au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux a le droit de contribuer au financement des partis politiques et des candidats indépendants autorisés, à même ses propres biens, et ce, uniquement s'il répond préalablement aux critères établis par l'article 47 mentionné ci-haut, à l'exception des SENC et SENCRL qui ne peuvent contribuer à une entité politique.

Les contributions ne peuvent être faites qu'au représentant officiel ou aux personnes qu'il a désignées par écrit (solliciteurs). Elles doivent être déposées dans le compte ouvert comme fonds électoral (art. 433, 439 et 458).

Les contributions peuvent être sollicitées et recueillies jusqu'au jour du dépôt des rapports. Après ce jour, le représentant officiel est autorisé à solliciter et à recueillir des contributions aux seules fins de payer les dettes contractées durant l'autorisation du candidat. S'il n'a pas de dette et qu'il subsiste des biens et des sommes dans le fonds électoral au 31 décembre qui suit l'année de l'élection, ils doivent être remis au trésorier, qui les versera dans le fonds général de la municipalité (art. 401 et 498).

Exceptionnellement, si un surplus provient exclusivement de la contribution de la personne candidate elle-même, un remboursement à celle-ci est permis. Toutefois, le reçu de contribution initial devra être annulé et un nouveau reçu de contribution devra être délivré.

Contribution maximale permise par la Loi

(Art. 431)

→ Le total des contributions, en argent et en biens et services, ne peut dépasser, au cours d'un même exercice financier (année civile), pour un même électeur, la somme de **100 \$** à chacun des partis et à chacun des candidats indépendants autorisés.

Contribution supplémentaire lors d'élections

(Art. 431)

Outre les contributions courantes pouvant totaliser 100 \$, l'électeur d'une municipalité où une élection est tenue peut verser, pour cette élection, des contributions supplémentaires ne dépassant pas **100 \$** au bénéfice de chacun des partis ou des candidats indépendants autorisés.

Ces contributions supplémentaires peuvent être versées:

- au cours de l'exercice financier durant lequel se tient une élection générale;
- lors d'une élection partielle, à compter de la vacance du siège jusqu'au 30^e jour suivant le jour du scrutin.

→ De plus, la Loi prévoit qu'un candidat indépendant autorisé pourra verser, **à partir du moment où sa déclaration de candidature est acceptée** et pour son bénéfice, des contributions dont le total ne dépasse pas la somme de **800 \$**. Au total, l'année d'une élection seulement, un candidat indépendant autorisé pourra donc se verser un maximum de 1 000 \$ de contribution.

Quand ?	Qui ?	Contribution maximale
Chaque année	Pour tout électeur	100 \$ par entité (parti ou candidat indépendant autorisé)
L'année d'une élection générale	Pour tout électeur	100 \$ additionnel par entité
Pour chaque élection partielle, de l'avis de vacance au 30 ^e jour après le scrutin	Pour tout électeur	100 \$ additionnel par entité
À partir de l'acceptation de sa déclaration de candidature (SM-29 FIN)	Pour tout candidat	800 \$ additionnel pour sa propre campagne

Contribution de plus de 50 \$

(Art. 436 et 480)

Toute contribution en argent de plus de 50 \$ doit être faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement (prélèvements automatiques) signé par l'électeur lui-même et tiré sur son compte dans un établissement financier ayant un bureau au Québec. Le chèque doit être fait à l'ordre du candidat indépendant autorisé. À cet égard, il est fortement recommandé de conserver des copies des chèques de contribution et de les remettre avec les autres pièces justificatives accompagnant les rapports d'un candidat indépendant autorisé. Cela dit, il n'y a aucun doute qu'une contribution de plus de 50 \$ ne peut être faite en argent comptant ni au

moyen d'un mandat-poste ou d'une traite bancaire. En effet, une traite bancaire ou un mandat-poste n'est pas signé par l'électeur et n'est pas tiré sur son compte dans une succursale québécoise d'un établissement financier.

Une traite bancaire consiste en un document rédigé et signé par un établissement financier qui garantit le paiement. Ainsi, un tel ordre de paiement n'est pas signé par l'électeur et il est rédigé par une institution financière sans que ce paiement soit tiré sur le compte de l'électeur.

Une contribution peut également être faite au moyen d'une carte de crédit. Toutefois, des conditions s'appliquent pour accepter une telle contribution. Si vous avez l'intention d'utiliser ce mode de paiement, veuillez-vous référer à la directive D-M-21 et communiquer avec un coordonnateur en financement politique de la Direction du financement des partis politiques.

Le rapport financier (section 4 du guide) doit faire état du nombre de donateurs et du montant total des contributions de plus de 50 \$ recueillies au cours de la période concernée. De plus, le rapport doit être accompagné d'une liste, dressée par ordre alphabétique, qui indique, pour chaque électeur, son nom, son adresse, le numéro et la date du reçu et le montant qu'il a versé.

Contribution de 50 \$ ou moins

(Art. 480)

Les contributions de 50 \$ ou moins doivent être comptabilisées et versées dans le fonds électoral comme toute autre rentrée de fonds. Le rapport financier doit faire état du nombre de donateurs et du montant total des contributions de 50 \$ ou moins recueillies au cours de l'exercice financier.

Crédit d'impôt

Au municipal, en vertu de la Loi sur les impôts, les contributions en argent sont admissibles à un crédit d'impôt équivalent à 85 % des premiers 50 \$ et 75 % pour l'excédent sur les premiers 50 \$ jusqu'à 200 \$, soit un crédit maximal de 155 \$ par année civile, à l'exclusion de toute contribution versée par un candidat indépendant autorisé pour son propre bénéfice.

Contribution en biens et services

(Art. 427)

Un bien ou un service fourni à titre gratuit à un candidat indépendant autorisé constitue une contribution, et le rapport financier doit en faire état. Comme toute autre contribution, une contribution en biens ou services doit être sollicitée ou obtenue sous l'autorité du représentant officiel ou de toute autre personne désignée par ce dernier (solliciteur). Seul un électeur de la municipalité peut faire une contribution en biens et services.

Ce bien ou ce service s'évalue au prix courant du marché, soit au prix de détail le plus bas du marché dans la région et à l'époque où il est offert au public dans le cours normal des affaires. De plus, une facture décrivant le bien ou le service et en attestant la valeur doit être produite par l'électeur, et un reçu de contribution doit lui être remis. (Voir également dans la section 3.2 du guide intitulée «Utilisation d'un bien ou d'un service fourni à titre gratuit».)

Contribution non conforme

(Art. 440 et 90.6)

Toute contribution effectuée contrairement aux dispositions de la Loi (ex.: contribution d'une compagnie (personne morale), contribution excédant le maximum permis par l'art. 431 de la LERM, etc.) doit, dès que le fait est connu, être remise au trésorier, qui la verse dans le fonds général de la municipalité.

Le directeur général des élections diffusera sur son site Internet toute réclamation de contributions non conformes à une entité politique.

Solliciteur

(Art. 432)

En tant que représentant officiel, vous êtes en tout temps responsable des contributions sollicitées, recueillies ou encaissées. Vous pouvez toutefois désigner par écrit des personnes (solliciteurs) pour vous aider dans cette tâche. Vous devrez alors remettre à chacune d'elles un certificat signé, attestant leur qualité de solliciteur, et en conserver une copie. Tout solliciteur doit, sur demande, exhiber ce certificat, dont un modèle est présenté à la directive D-M-6. Le cas échéant, vous devez remettre avec chacun de vos rapports tous les certificats de solliciteurs actifs pendant la période couverte par le rapport, ainsi que la liste de ces solliciteurs même si elle est à zéro.

Par exemple, si la personne candidate elle-même veut recueillir des contributions et qu'elle n'est pas son propre représentant officiel, elle doit obtenir un certificat de solliciteur délivré par son représentant officiel.

Reçu de contribution

(Art. 434)

Pour toute contribution, **peu importe le montant**, sans que celui-ci dépasse toutefois le maximum permis par la Loi, le représentant officiel ou le solliciteur désigné doit remettre **obligatoirement** un reçu au donateur. Lorsqu'une contribution est reçue par la poste ou autrement sans avoir été directement sollicitée, un reçu doit être délivré dans les 30 jours de son encaissement. À cette fin, des reçus de contribution prescrits par le DGEQ vous sont fournis.

Lors de la remise d'un reçu de contribution, le représentant officiel ou le solliciteur désigné doit s'assurer que la case intitulée «Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice» soit remplie et signée par le donateur lui-même. De plus, sur chaque reçu, **vous devez obligatoirement ajouter le nom de l'employeur** du donateur au moment du versement de la contribution. Vous devez toujours remplir la case, même si le donateur n'exerce pas d'emploi (ex.: étudiant, sans emploi, retraité, etc.).

Dans le cas où une contribution est reçue par la poste, vous devez demander au donateur d'imprimer le modèle du reçu de contribution provisoire qui se trouve sur le site Internet du DGEQ, de le remplir, de le signer dans la case «Déclaration» et de l'expédier avec son paiement. Par la suite, vous devrez lui expédier un reçu de contribution qui pourra lui servir à des fins fiscales, et dont la copie vous servira lors de la conciliation de vos contributions. Le reçu de contribution provisoire signé par le donateur devra être joint à la copie du reçu identifiée au trésorier.

Le représentant officiel d'un parti peut aussi utiliser des reçus de contribution qu'il fait lui-même imprimer pour son usage à la condition que ces reçus contiennent tous les renseignements obligatoires décrits à la directive D-M-5 et à la condition que vous ayez obtenu au préalable l'autorisation écrite du DGEQ.

Dans le cas de copropriétaires d'un immeuble ou de cooccupants d'un établissement d'entreprise, une copie de la procuration devra être jointe à la copie du reçu identifiée au trésorier pour fins de vérification.

2.4 Activités à caractère politique

Définition

(Art. 480)

Une activité à caractère politique est une activité (ex.: dîner, tournoi de golf, coquetel, etc.) organisée dans le but de recueillir des fonds au profit de la campagne électorale d'un candidat par la vente de billets. En tant que représentant officiel,

vous êtes responsable de toutes les recettes perçues à cette occasion. Les sommes doivent être comptabilisées et versées dans le fonds électoral. Le rapport financier doit en faire état et vous devez également, pour chaque activité tenue, remplir le formulaire *Rapport d'activités à caractère politique et revenu accessoires* prescrit à la directive D-M-26.

Ce formulaire devra être joint avec les rapports comme pièce justificative. Par contre, si aucun revenu n'est recueilli lors d'une activité, vous n'avez pas à produire de rapport pour celle-ci.

Sommes recueillies

(Art. 428(7) et 453(4.1))

La LERM définit dans quelles circonstances le prix d'entrée recueilli lors d'activités à caractère politique peut être accepté sans que soit délivré un reçu de contribution.

Sachez que le total des sommes recueillies (revenus d'activités) sans reçu ne peut excéder 3 % du total des contributions recueillies pendant la période couverte par le rapport financier. Voici la façon de traiter ces sommes selon que le prix d'entrée par jour est de 60 \$ ou moins ou de plus de 60 \$:

SI LE PRIX D'ENTRÉE EST ÉGAL OU INFÉRIEUR À 60 \$: DEUX OPTIONS POSSIBLES	
Vous pouvez considérer le prix d'entrée comme une contribution.	
Conditions d'application : <ul style="list-style-type: none"> ce choix doit être appliqué uniformément à tous les participants; un reçu de contribution doit être délivré pour le montant du prix d'entrée; le déboursé doit être effectué par une personne qui a la qualité d'électeur et être considéré dans le total des contributions versées par cet électeur. 	
Vous pouvez considérer le prix d'entrée comme n'étant pas une contribution.	
Conditions d'application : <ul style="list-style-type: none"> ce choix doit être appliqué uniformément à tous les participants; aucun reçu de contribution ne doit être délivré, à l'exception de ce qui est mentionné*; le déboursé peut être effectué par toute personne (physique ou morale), qu'elle ait ou non la qualité d'électeur, à raison d'une entrée par personne*; limités à 3 % du total des contributions recueillies pendant la période couverte par le rapport; une liste des personnes présentes doit être produite. 	

* Une personne qui a la qualité d'électeur peut payer le prix de plus d'une entrée. Toutefois, le montant excédant le prix d'une entrée doit être considéré comme une contribution, et un reçu de contribution doit être délivré.

→ Comme vous le savez, les activités de financement sont sous la responsabilité exclusive du représentant officiel. À cet égard, lorsque le prix d'entrée pour une activité ou une manifestation à caractère politique est de 60 \$ ou moins, et que vous choisissez de considérer ce prix d'entrée à titre de revenu d'activité sans reçu de contribution, vous devez **mettre en place les contrôles nécessaires** en vue de démontrer au DGEQ, lorsque ce dernier en fait la demande, l'application conforme de cette disposition de la LERM.

Par conséquent, le représentant officiel devra donc établir, à des fins de contrôle, une liste des noms et des adresses des personnes (physiques ou morales) ayant déboursé un prix d'entrée. Cette liste devra accompagner le rapport d'activité à caractère politique tel que le prescrit la directive D-M-26.

De façon plus précise, pour toute personne qui achète plus d'un billet d'entrée, vous devez vous assurer :

- que la personne a la qualité d'électeur (art. 429);
- que le mode de paiement est conforme à l'article 436;
- qu'un reçu de contribution est délivré pour l'excédent de la première admission (art. 434);
- que le reçu est signé par le donateur et que le nom de l'employeur y est inscrit;
- que la limite des contributions pour ce même électeur est respectée (art. 431).

En application de l'article 440.1 de la LERM, tout financement non conforme devra être retourné au trésorier de la municipalité dans les 30 jours de la transmission du rapport financier.

Exemple:

Total des contributions recueillies pendant la période
couverte par le rapport :

5 000 \$

Maximum des revenus pouvant être recueillis
sans reçu de contribution lors d'activités politiques :

X 3 %

Montant maximum pouvant être recueilli sans reçu :

150 \$

**SI LE PRIX D'ENTRÉE EST SUPÉRIEUR À 60 \$:
UNE SEULE OPTION POSSIBLE**

Vous devez considérer le prix d'entrée à cette activité comme une contribution

Conditions d'application :

- un reçu de contribution doit être délivré pour le montant du prix d'entrée;
- le reçu doit être signé par le donateur (obligatoirement un électeur de la municipalité);
- le déboursé doit être effectué par chèque par ce même électeur et à même ses propres biens;
- le montant versé doit être considéré dans le total des contributions de cet électeur.

En période électorale, les dépenses faites pour tenir une activité à caractère politique constituent des dépenses électorales, à l'exception du coût des aliments et des boissons servis, s'il est inclus dans le prix d'entrée déboursé par le participant.

Revenus accessoires

(Art. 428(8) et 480)

Les revenus accessoires ne peuvent être recueillis qu'au cours d'une activité à caractère politique. Ces revenus ne nécessitent pas la remise d'un reçu de contribution. À titre d'exemple, il peut s'agir de revenus de vestiaire ou de revenus tirés de la vente de boissons non alcoolisées.

Ces revenus doivent être raisonnables, c'est-à-dire peu importants, non récurrents et en relation avec le nombre de participants aux activités à caractère politique. Le rapport financier doit faire état du montant total des revenus accessoires recueillis. Le détail de ces montants, ainsi que la nature, le lieu et la date de l'activité ou de la manifestation, devra être inscrit au rapport d'activité qui sera produit avec le rapport financier (des renseignements supplémentaires sont présentés à la directive D-M-26).

2.5 Emprunts et cautionnements

(Art. 446, 446.1, 447, 447.1 et 448)

En tant que représentant officiel, vous êtes la seule personne autorisée à pouvoir contracter un emprunt, que ce soit auprès d'un électeur de la municipalité ou d'un établissement financier. De ce fait, vous pouvez également contracter des emprunts auprès de la personne candidate puisqu'elle a la qualité d'électeur. De plus, tout

prêt consenti par un électeur doit être fait au moyen d'un chèque et tiré sur son compte dans un établissement financier qui a un bureau au Québec.

L'acte d'emprunt, tout comme l'acte de cautionnement, doit comporter une déclaration de l'électeur selon laquelle le prêt est consenti ou le cautionnement est contracté à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'il ne fera pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu dans l'acte d'emprunt.

Seul un électeur peut se porter caution d'un emprunt. Par ailleurs, le total des montants du capital non remboursé des prêts qu'il consent et de la somme pour laquelle il demeure caution d'emprunts contractés ne peut excéder 10 000 \$. À compter du 1^{er} janvier 2018, ce maximum sera réduit à 5 000 \$ et s'appliquera pour tout emprunt ou cautionnement contracté à partir de cette date.

Portez une attention particulière aux contrats de cautionnement, puisque dans les institutions financières, les cautionnements sont solidaires, à moins d'indication contraire. Ainsi, si un électeur veut se porter caution sur un tel emprunt, il devra veiller à ce que le contrat d'emprunt stipule que son cautionnement s'applique jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 10 000 \$ (5 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2018).

→ Tout emprunt doit être contracté au taux d'intérêt courant du marché et être constaté par écrit. L'acte d'emprunt doit indiquer:

- les nom et adresse du prêteur;
- la date, le montant, la durée de l'emprunt;
- le taux d'intérêt de l'emprunt;
- une déclaration de l'électeur selon laquelle le prêt est consenti ou le cautionnement est contracté à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'il ne fera pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu dans l'acte d'emprunt. Un modèle d'acte d'emprunt ou de caution est présenté à l'annexe II.

De plus, il est à noter qu'un acte d'emprunt doit toujours être rempli et signé et que le paiement annuel des intérêts est obligatoire, et ce, **même si c'est le candidat indépendant lui-même qui a prêté à sa propre campagne électorale.**

Marge de crédit

Une marge de crédit peut être utilisée pour acquitter, en tout ou en partie, les dépenses de votre candidat, à la date de production du rapport financier. Vous devrez inclure dans les emprunts le montant dû sur cette marge de crédit. Si, pour couvrir des chèques en circulation, cette marge de crédit s'avère requise à la date de production du rapport financier, vous devrez demander à l'établissement financier de transférer, avant la remise de votre rapport, les sommes nécessaires dans le compte courant. Ainsi, toutes vos réclamations (factures) seront considérées comme acquittées, comme l'exige la Loi.

Taux d'intérêt courant du marché

(Art. 428(4))

Le taux d'intérêt courant du marché pour un emprunt ou une marge de crédit est le taux d'intérêt établi par un établissement financier, dans le cours normal de ses affaires au moment où il le consent. Ce taux tient compte des circonstances, des possibilités de remboursement et des garanties additionnelles offertes par l'emprunteur. Ainsi, pour déterminer le taux établi par un établissement financier, il faut rechercher le taux que demanderait cet établissement au public pour un prêt d'un même montant, comportant les mêmes garanties de remboursement.

Lorsqu'un prêt d'un électeur est consenti à un taux inférieur au taux d'intérêt courant du marché, la différence entre le montant d'intérêt demandé par cet électeur et le montant d'intérêt que demanderait au public un établissement financier pour ce même prêt est une contribution. Ainsi, cette contribution doit être comptabilisée de la même manière que toute autre contribution et être soumise aux mêmes règles.

Remboursement d'un emprunt

(Art. 449)

Un emprunt ne peut être remboursé qu'avec des contributions d'électeurs, tout en respectant le maximum permis à l'art. 431 de la LERM, par des revenus d'activités à caractère politique ou par des sommes versées par la municipalité et conformément à la LERM. **À cet effet, la personne candidate doit respecter sa limite de contribution lorsqu'elle rembourse une dette à même ses propres biens. Cette règle s'applique même s'il s'agit d'un emprunt provenant du candidat indépendant autorisé.**

Par ailleurs, après la période électorale, le fonds électoral ne peut être fermé que lorsque le prêt sera remboursé en totalité.

Païement des intérêts

(Art. 448)

Le représentant officiel doit payer obligatoirement, au moins une fois l'an, les intérêts dus sur les emprunts qu'il a contractés, et ce, même si le prêt provient de la personne candidate elle-même.

Date limite de remboursement

(Art. 65, 402, 474 et 509)

→ Le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année de l'élection constitue la date ultime pour rembourser un emprunt. Si l'emprunt n'est pas remboursé ou s'il est remboursé après cette date, le candidat concerné, qu'il soit élu ou non, devient inéligible à poser sa candidature pendant quatre ans à compter de ce défaut.

Toutefois, l'inéligibilité d'un candidat indépendant élu cesse le jour de la transmission du rapport financier constatant l'acquittement de toutes ses dettes, lorsqu'elle est faite avant l'expiration de la période de quatre ans.

En outre, le candidat indépendant qui a été élu et qui, au 31 décembre de la deuxième année civile suivant celle de l'élection, n'a pas acquitté toutes les dettes contractées durant son autorisation perd le droit d'assister, en tant que membre, aux séances du conseil de la municipalité à compter de cette date, tant qu'il n'a pas acquitté toutes ces dettes et qu'il n'a pas transmis un rapport financier additionnel constatant cet acquittement.

La perte du droit d'assister aux séances du conseil de la municipalité entraîne de plus celle du droit d'assister en tant que membre aux séances des conseils, des comités, des commissions et des organismes visés à l'article 504.

2.6 Remboursement des dépenses électorales

(Art. 476, 477 et 478)

Après avoir reçu et vérifié le rapport de dépenses électorales, le trésorier rembourse, sur le fonds général de la municipalité, un montant égal à 70 % des dépenses électorales inscrites au rapport de dépenses électorales, faites et acquittées conformément à la Loi, au candidat :

- qui a été élu;

ou

- qui a obtenu au moins 15 % des votes donnés lors de l'élection au poste concerné.

Dans le calcul du remboursement, il faut soustraire du montant des dépenses électorales inscrites au rapport le montant auquel a droit un candidat indépendant autorisé à titre de revenus d'appariement en vertu des articles 442.1 à 442.3. Le remboursement auquel le candidat indépendant autorisé a droit ne peut excéder le montant des dettes découlant de ses dépenses électorales et de sa contribution personnelle.

Le remboursement complet ne peut être fait au candidat indépendant autorisé tant que son rapport de dépenses électorales et son rapport financier n'ont pas été transmis et vérifiés. Le chèque du remboursement est fait conjointement au candidat et à son représentant officiel.

2.7 Revenus d'appariement lors d'élections

(Art. 442.1 à 442.5)

Lors d'élections générales ou partielles, le trésorier de toute municipalité de 20 000 habitants ou plus verse, en même temps que le remboursement des dépenses électorales, des revenus d'appariement aux candidats indépendants autorisés qui y ont droit.

Ces revenus sont calculés au taux de 2,50 \$ pour chaque dollar amassé à titre de revenu de contribution à compter du 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle se tient une élection générale jusqu'au jour du scrutin ou, lors d'une élection partielle, pendant la période électorale.

→ Par contre, le calcul de ce revenu exclut la contribution versée par une personne candidate pour son bénéfice.

Il y a un montant maximal auquel a droit un candidat indépendant autorisé au poste de maire ou de maire d'arrondissement:

MONTANT MAXIMAL PERMIS (poste de maire ou maire d'arrondissement)	NOMBRE D'HABITANTS DE LA MUNICIPALITÉ / ARRONDISSEMENT	
	Limite inférieure	Limite supérieure
1 000 \$	<ul style="list-style-type: none"> Moins de 20 000 (arrondissement) 20 000 et plus (municipalité) 	49 999
2 000 \$	50 000	99 999
3 000 \$	100 000	199 999
3 500 \$	200 000	299 999
4 000 \$	300 000	399 999
4 500 \$	400 000	499 999
5 000 \$	500 000	999 999
10 000 \$	1 000 000 et plus	

De plus, le montant maximal auquel a droit un candidat indépendant autorisé à un poste de conseiller est de:

MONTANT MAXIMAL PERMIS (poste de conseiller)	NOMBRE D'HABITANTS DE LA MUNICIPALITÉ / ARRONDISSEMENT	
	Limite inférieure	Limite supérieure
500 \$	<ul style="list-style-type: none"> Moins de 20 000 (arrondissement) 20 000 et plus (municipalité) 	49 999
750 \$	50 000	499 999
1 000 \$	500 000 et plus	

Dans le calcul du remboursement de dépenses électorales, le trésorier doit diminuer du montant des dépenses électorales inscrit au rapport, le montant d'appariement auquel a droit un candidat indépendant. De plus, le montant auquel a droit un candidat indépendant en termes de revenu d'appariement et de remboursement de dépenses électorales ne peut excéder le total que l'on obtient en additionnant le montant des dettes découlant de ses dépenses électorales faites et acquittées conformément à la Loi et le montant de sa contribution personnelle attestée par un reçu de contribution.

2.8 Avance sur le financement public et sur le remboursement des dépenses électorales

(Art. 474.1 et 474.2)

À la réception du « rapport pour versement de l'avance » (DGE-1045) prescrit par la directive D-M-32, le trésorier de la municipalité verse sans délai, à la personne candidate qui a droit à des revenus d'appariement, une avance égale à 50 % de ce montant et, si elle a droit à un remboursement des dépenses électorales, une avance égale à 50 % de ce montant. Cette avance est faite conjointement au représentant officiel et au candidat indépendant autorisé.

Ce rapport ne peut être transmis qu'à compter du cinquième jour qui suit celui du scrutin. Il doit être produit par l'agent et représentant officiel et mentionner, notamment, le montant des contributions reçues et des dépenses électorales pour lesquelles des factures ont été reçues. De plus, l'agent et représentant officiel doit signer une déclaration attestant l'exactitude du rapport.

Par ailleurs, toute somme versée en trop à titre d'avance doit être remboursée au trésorier dans les 30 jours suivant l'avis transmis au représentant officiel.



3 Sorties de fonds

3.1 Renseignements généraux

(Art. 455, 457, 458, 459, 460, 463 et 465)

Toutes les dépenses, qu'elles soient électorales ou autres qu'électorales, doivent être payées par chèque, tiré du fonds électoral. L'agent officiel est le seul responsable des dépenses électorales; c'est donc lui qui doit les autoriser et les payer. Le retour de chèque original est exigé (ou chèque numérisé recto verso), puisqu'il constitue la preuve de paiement d'une dépense. L'agent officiel doit également conserver les factures originales de toutes ses dépenses (incluant les taxes fédérales et provinciales) et les joindre avec son rapport de dépenses électorales.

Une limite de dépenses électorales vous sera transmise par le trésorier de votre municipalité. Cette limite ne doit jamais être dépassée, sans quoi l'agent officiel commet une infraction, pourrait être poursuivi et, le cas échéant, être accusé de manœuvre électorale frauduleuse.

Finalement, cette quatrième partie du guide fait état des quatre catégories de dépenses, soit:

- la publicité, qui est de loin la plus populaire, mais qui nécessite une attention très particulière en ce qui a trait à son identification (section 3.3 du guide);
- les biens et services;
- la location de locaux;
- les frais de voyages et de repas.

3.2 Dépenses électorales

Définition

(Art. 451)

- Est une dépense électorale le coût de tout bien ou service **utilisé** pendant une période électorale pour :
- favoriser ou défavoriser, directement ou indirectement, l'élection d'un candidat ou celle des candidats d'un parti;
 - diffuser ou combattre le programme ou la politique d'un candidat ou d'un parti;
 - approuver ou désapprouver des mesures préconisées ou combattues par un candidat ou un parti;
 - approuver ou désapprouver des actes accomplis ou proposés par un parti, un candidat ou leurs partisans.

Exceptions

(Art. 453 et 454)

Certains biens et services ne sont pas considérés comme des dépenses électorales. Il s'agit notamment :

1. Des frais de publication dans un journal, un périodique ou un autre imprimé d'articles, d'éditoriaux, de nouvelles, d'entrevues, de chroniques ou de lettres de lecteurs. Pour ce faire, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - que la publication soit faite de la même façon et d'après les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale;
 - qu'il n'y ait aucun paiement, récompense ou promesse de paiement;
 - qu'il ne s'agisse pas d'un journal, d'un périodique ou d'un imprimé institué aux fins ou en vue de l'élection;
 - que la distribution et la fréquence de publication soient établies de la même façon qu'en dehors de la période électorale.
2. Des frais de diffusion par une station de radio ou de télévision d'une émission d'affaires publiques, de nouvelles ou de commentaires. Toutefois, il faut que cette émission soit faite de la même façon et d'après les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale, sans paiement, récompense ou promesse de paiement ou de récompense.

3. Des frais de transport d'une personne autre que le candidat, qui sont payés sur ses propres deniers et qui ne lui sont pas remboursés.
4. Du coût des aliments et boissons servis à l'occasion d'une activité à caractère politique, lorsque ce coût est inclus dans le prix d'entrée déboursé par le participant.
5. Des intérêts encourus entre la date de l'emprunt en période électorale et le 90^e jour qui suit le jour du scrutin sur tout prêt consenti au représentant officiel pour des dépenses, sauf s'ils ont été payés par l'agent officiel et déclarés au rapport de dépenses électorales.
6. Des frais raisonnables assumés par la personne candidate pour son transport ou pour ses autres dépenses personnelles, qui ne font pas l'objet d'un remboursement.
7. Des dépenses faites et engagées pour la tenue de réunions par des organismes non partisans, dont le total pour toute la période électorale n'excède pas 200 \$, y compris la location de la salle et la convocation des participants, pourvu que ces réunions ne soient pas organisées directement ou indirectement pour le compte d'un candidat ou d'un parti. Pour de l'information concernant l'organisation et la tenue d'assemblées publiques en période électorale par des organismes non partisans, il faut se référer à la directive D-M-24.
8. Des dépenses de publicité faites ou engagées par un intervenant particulier dont le total pour toute la période électorale n'excède pas 300 \$.
9. Des frais de recomptage judiciaire (nouveau dépouillement ou recensement des votes).
10. De tous les frais de remerciements utilisés après la période électorale, c'est-à-dire après l'heure de fermeture des bureaux de vote (soirée des bénévoles, cartes de remerciement, annonce dans un journal, etc.).

Période électorale

(Art. 364)

→ La période électorale commence le 44^e jour précédant celui fixé pour le scrutin et se termine le jour du scrutin à l'heure de fermeture des bureaux de vote.

Si le candidat utilise, en période électorale, des biens et des services avant d'avoir obtenu une autorisation, le coût de ceux-ci doit néanmoins être considéré dans

la limite des dépenses électorales fixée par la Loi et être consigné dans le rapport de dépenses électorales. Toutefois, ces dépenses ne pourront faire l'objet d'un remboursement de dépenses électorales, puisqu'elles n'auront pas été faites conformément à la Loi.

Limite des dépenses électorales

(Art. 465)

Les dépenses électorales pour un candidat indépendant autorisé doivent être limitées de façon à ne pas dépasser, au cours d'une période électorale, le montant suivant :

→ **Pour l'élection au poste de maire, un montant de 3 780 \$, majoré de :**

- 0,30 \$ par personne inscrite sur la liste électorale d'une municipalité et comprise dans la tranche allant de 1 à 20 000 personnes inscrites;
- 0,51 \$ par personne inscrite sur la liste électorale et comprise dans la tranche allant de 20 001 à 100 000 personnes inscrites;
- 0,38 \$ par personne inscrite sur la liste électorale excédant 100 000 personnes inscrites.

Pour l'élection à un poste de conseiller, un montant de 1 890 \$, majoré de 0,30 \$ par personne inscrite sur la liste électorale du district électoral.

Aux fins de calcul, le nombre de personnes inscrites utilisé correspond au nombre le plus élevé entre celui apparaissant sur la liste électorale non révisée et celui apparaissant sur la liste révisée.

Cette limite vous est communiquée par écrit par le trésorier de la municipalité. Si vous dépassez cette limite, vous commettez une infraction qui constitue une manœuvre électorale frauduleuse.

Engagement et contrôle des dépenses électorales

(Art. 455 et 461)

En tant qu'agent officiel d'un candidat indépendant autorisé, vous êtes la seule personne qui peut faire ou autoriser des dépenses électorales. Vous devez vous assurer que personne ne paie, pour un bien ou un service, un prix différent de celui du marché (prix exigé dans le cours normal des affaires, selon le marché dans la région et à l'époque où il est fourni). Toutefois, ceci n'empêche pas une personne

d'effectuer un travail bénévole. Pour plus de renseignements, vous pouvez vous référer à la rubrique dans ce chapitre traitant du travail bénévole. Vous devez également vous assurer que tous les chèques que vous délivrez soient inscrits au rapport de dépenses électorales.

Paiement des dépenses électorales

(Art. 466 et 468)

Avant de transmettre votre rapport de dépenses électorales, toutes les réclamations (factures) reçues dans les 60 jours qui suivent le jour du scrutin, à moins que vous les contestiez, doivent obligatoirement être payées. Lorsque le paiement de la dépense est effectué par chèque, ce dernier fait foi de preuve de paiement.

Si un chèque n'a pas été encaissé avant la date de la remise du rapport (chèque en circulation), la dépense sera considérée avoir été acquittée conformément à la Loi, pour autant que les conditions suivantes soient respectées:

- le chèque doit avoir été émis et transmis au fournisseur avant la date de la remise du rapport;
- en tout temps, entre la date de production du rapport et la date de l'encaissement du chèque, il doit y avoir des fonds suffisants dans le fonds électoral pour couvrir ce chèque en circulation.

Pour permettre le remboursement d'une dépense électorale dont la preuve de paiement n'a pas été fournie lors de la remise du rapport, le chèque compensé par l'établissement financier devra être transmis ultérieurement au trésorier.

Dans le cas où un compte de banque distinct (fonds électoral) n'a pas été ouvert (voir directive D-M-4), vous devez néanmoins fournir une pièce justificative démontrant que le bien ou le service a bel et bien été payé au fournisseur. Vous ne pouvez cependant payer vos dépenses en argent comptant, mais devez plutôt utiliser une carte de crédit ou de débit personnelle et conserver les reçus officiels d'un terminal de point de vente comme preuve de paiement.

Vous devez vous assurer que tous les paiements de dépenses électorales sont justifiés par une facture. Une facture inférieure à 100 \$ doit comporter au minimum les renseignements suivants:

- nom et adresse du fournisseur;
- date de la facture*;
- description du bien ou du service;
- montant total de la dépense.

* Si la date de la facture se situe en dehors de la période électorale, indiquez les dates d'utilisation des biens et services et les quantités utilisées pendant la période électorale et signez.

Toute facture de 100 \$ ou plus doit, en plus des renseignements précédents, contenir de l'information permettant de vérifier le tarif ou le prix unitaire du bien ou du service fourni. Vous devez donc exiger de vos fournisseurs qu'ils inscrivent suffisamment de détails sur leurs factures, au regard des différents biens et services. Par exemple, le nombre de brochures imprimées doit être fourni sur la facture, afin d'être en mesure de calculer le prix unitaire de ces dernières.

Dépenses faites, non réclamées

(Art. 467, 472 et 494)

Si l'un de vos fournisseurs ne vous a pas présenté de réclamation (facture) dans les 60 jours qui suivent le jour du scrutin, vous devez en faire mention au rapport de dépenses électorales et y joindre un chèque tiré sur le fonds électoral, fait à l'ordre de la municipalité, couvrant le total de ces dépenses faites non réclamées.

Vous ne pouvez donc acquitter une réclamation reçue après ce délai. Le fournisseur aura 120 jours pour faire sa réclamation au trésorier de la municipalité, qui vous avisera de tout écart, le cas échéant. Au-delà de ce délai additionnel, la créance du fournisseur est prescrite. Les dépenses faites non réclamées font partie du plafond des dépenses électorales et elles sont admissibles, le cas échéant, à un remboursement de dépenses électorales.

Réclamations contestées

(Art. 468, 473 et 493)

Vous pouvez contester une réclamation (facture) ou une partie d'une réclamation si la dépense a été faite à votre insu, sans votre autorisation, ou si les conditions de la commande n'ont pas été respectées (quantité, qualité, date de livraison, prix, etc.). Dans le cas où vous avez commandé du matériel et que vous contestez la dépense, **vous ne devez en aucun temps utiliser le matériel en question.**

Les réclamations contestées ne constituent pas des dépenses électorales. Toutefois, ces réclamations doivent être mentionnées à votre rapport de dépenses électorales. Après la production du rapport, vous ne pouvez acquitter une réclamation qui y est contestée, à moins d'obtenir une autorisation expresse du trésorier. Si vous vous retrouvez dans cette situation, communiquez avec un coordonnateur en financement politique de la Direction du financement des partis politiques du DGEQ, aux coordonnées mentionnées à l'introduction de ce guide.

Utilisation d'un bien ou d'un service fourni à titre gratuit

En période électorale, lorsqu'un bien ou un service pour lequel vous avez remis un reçu de contribution (voir rubrique «Contributions en biens et services» à la section 2 du guide) est utilisé pour favoriser ou défavoriser l'élection d'une personne candidate, le coût de son utilisation doit être inclus dans le rapport de dépenses électorales. Une pièce justificative décrivant le bien ou le service et en attestant la valeur doit être produite par l'électeur et jointe au rapport. Rappelons que seul un électeur de la municipalité peut offrir gratuitement un bien ou un service, et ce bien ou ce service est considéré comme une contribution.

Ce bien ou ce service s'évalue au prix courant du marché, soit au prix de détail le plus bas du marché dans la région et à l'époque où il est offert au public dans le cours normal des affaires.

Comptabilisation d'une dépense en fonction de l'utilisation d'un bien ou d'un service avant et pendant la période électorale

(Art. 452)

→ Lorsqu'un bien ou un service est utilisé à la fois pendant la période électorale et avant celle-ci, la partie de son coût qui constitue une dépense électorale est établie selon un prorata basé sur la fréquence d'utilisation pendant la période électorale par rapport à cette fréquence avant et pendant cette période.

Par exemple, si le coût de 1 000 brochures est de 1 000 \$ et que 200 brochures sont distribuées avant la période électorale, il y aura 200 \$ (200/1 000, soit 20 % du montant total) de dépense non électorale et 800 \$ de dépense électorale.

Il est donc possible que le montant à imputer aux dépenses électorales dans le rapport de dépenses électorales soit différent du montant payé à un fournisseur pour un bien ou un service. L'écart entre le montant payé et le montant imputé sera considéré comme n'étant pas une dépense électorale et devra apparaître dans la section «Montants non inclus dans les dépenses électorales».

Montants non inclus dans les dépenses électorales

(Art. 400.1 et 443)

Toutes les dépenses faites et **utilisées**, à compter du 1^{er} janvier de l'année précédant l'année où doivent avoir lieu des élections générales jusqu'au jour précédant le début de la période électorale, doivent apparaître dans la section «Montants non inclus dans les dépenses électorales». Dans le cas d'une élection partielle, ce sont celles faites et utilisées à compter du jour où le siège devient vacant jusqu'au jour précédant le début de la période électorale. Dans cette section du rapport de dépenses électorales doit également apparaître toute autre dépense qui n'est pas une dépense électorale. De plus, ces dépenses doivent être payées à même le fonds électoral. Tous les comptes et factures doivent être acquittés lors de la remise du rapport, à moins que vous les contestiez.

Candidat élu sans opposition

À compter de la date de la fin des mises en candidature, vous ne pouvez plus faire ni autoriser de dépenses pour un candidat qui a été élu sans opposition.

Dans un tel cas, les seules dépenses électorales admissibles sont celles qui ont été engagées avant la fin du délai de présentation des déclarations de candidature et celles dont la commande ne pouvait être annulée.

Regroupement de candidats indépendants autorisés

Les candidats indépendants autorisés peuvent engager en commun des dépenses ayant trait à leur élection. Une dépense est commune s'il s'agit d'une dépense dont le coût est attribuable à tous les candidats indépendants autorisés du regroupement, en raison de l'usage commun qu'ils en font et de la visibilité de chacun des candidats pour cette dépense.

Celle-ci doit être imputée aux seuls candidats concernés, selon le prorata de la limite de dépenses électorales de chacun. Sinon il est également possible que la dépense soit imputée à raison d'un taux de 50 % pour le candidat à la mairie et de 50 % pour les candidats à titre de conseiller. Ces derniers devront se partager à parti égales l'autre moitié des dépenses électorales communes. Voir la D-M-19 pour plus détails.

Les fournisseurs devront facturer chacun des candidats selon le partage de la dépense électorale du regroupement. Si jamais le fournisseur n'est pas en mesure de produire plusieurs factures, un seul des agents officiels paiera la totalité de la dépense et photocopiera la facture pour les autres agents officiels en y inscrivant le montant dû à chacun d'eux, afin qu'ils le remboursent.

À noter qu'un regroupement n'est pas un parti politique et que chaque agent officiel de chacun des candidats doit payer pour tous les biens et services utilisés relativement à l'élection de son candidat et que chacun devra produire son propre rapport de dépenses électorales.

Catégories de dépenses électorales

Les pages suivantes abordent la façon de calculer, par catégorie de dépenses, le montant à imputer aux dépenses électorales. Ces catégories sont les suivantes :

- publicité;
- biens et services;
- location de locaux;
- voyages et repas.

3.3 Publicité

→ **Radio, télévision, journaux, dépliants, affiches, panneaux publicitaires, macarons, Internet et tout autre matériel publicitaire.**

En règle générale, les dépenses de publicité sont celles qui représentent la plus grande part du budget d'une campagne électorale. Aussi, ce sont celles qui exigent le plus d'attention afin que les dispositions de la Loi qui s'y rapportent soient respectées.

Comptabilisation de la dépense

(Art. 452)

Tous les frais engagés pour la conception, la réalisation, la production et la diffusion du matériel publicitaire utilisé en période électorale doivent être comptabilisés sans restriction. Toutefois, si l'utilisation débute avant et se poursuit pendant la période électorale, vous devez comptabiliser la dépense selon un prorata basé sur la fréquence d'utilisation pendant cette période électorale par rapport à cette fréquence avant et pendant cette période. Le barème retenu pourra fluctuer selon la nature même du matériel publicitaire utilisé, c'est-à-dire : le nombre d'unités, d'heures, de jours, etc.

Le calcul se fera de la façon suivante :

Brochures, écrits, objets publicitaires

$$\text{Frais d'impression et de conception} \times \frac{\text{Quantité utilisée pendant la période électorale}}{\text{Quantité utilisée avant et pendant la période électorale}}$$

Réimpression en période électorale de matériel conçu au cours de cette même période électorale : les frais de réimpression seulement doivent être imputés aux dépenses électorales.

Affiches, panneaux-réclame, Internet

$$\text{Tous les frais} \times \frac{\text{Nombre de jours de la période électorale}}{\text{Nombre de jours d'utilisation avant et pendant la période électorale}}$$

Capsules publicitaires

$$\text{Tous les frais (réalisation, conception, etc.)} \times \frac{\text{Nombre de diffusions pendant la période électorale}}{\text{Nombre de diffusions avant et pendant la période électorale}}$$

Identification de la publicité

(Art. 463)

Important: Afin de démontrer que vos publicités sont bien identifiées, l'agent officiel doit fournir une copie de chaque publicité avec la remise de son rapport.

Toute publicité ou tout matériel publicitaire doit être identifié conformément à la Loi, de la façon suivante:

→ A. Pour un écrit, objet ou matériel publicitaire qui est imprimé

Le nom de l'imprimeur ou du fabricant de même que votre nom et titre «agent officiel»

Si la publicité est imprimée par vous-même, veuillez l'indiquer

Par exemple:

1. Fabriqué par Rodrigue Ferland, «agent officiel»
2. Imprimé par Bureau en gros, Rodrigue Ferland «Agent officiel»

B. Pour une publicité dans les journaux, à la radio, à la télévision ou faite au moyen de tout autre support ou technologie de l'information

Votre nom et titre «agent officiel».

Pour un site Web, le nom et titre «agent officiel» doivent paraître à la page d'accueil.

Les réseaux sociaux, tels que Twitter ou Facebook, permettent de faire de la publicité. Lorsque leur utilisation entraîne des frais, l'indication du nom et du titre de l'agent officiel est obligatoire. **Tous les coûts relatifs au développement, au design, à la stratégie, à la programmation, à l'entretien des médias sociaux ou à l'utilisation d'une plate-forme Web doivent être pris en compte dans le calcul du montant à imputer aux dépenses électorales selon leur fréquence d'utilisation. De plus, toute modification apportée, en période électorale, à un site Web, à des médias sociaux ou à une plate-forme Web et entraînant des coûts constitue une dépense électorale.** À l'inverse, lorsque des publications ou d'autres activités sur les médias sociaux n'occasionnent pas de coût, l'indication du nom et du titre de l'agent officiel n'est pas obligatoire.

N. B. : Les termes *autorisées et payées par* ne sont pas obligatoires.

Si des candidats indépendants autorisés désirent se regrouper pour faire de la publicité, ils doivent, **en plus** de respecter les conditions des trois catégories mentionnées précédemment, indiquer le nom de **chacun** des candidats indépendants concernés, suivi de la mention *candidat indépendant*.

Voici un exemple d'identification lorsqu'il y a trois candidats indépendants qui se regroupent pour faire une publicité commune et qu'ils ont chacun leur propre agent officiel:

- M. Benoit Legrand, «agent officiel» de M^{me} Bernadette Lecours, «candidate indépendante»
- M. Sylvain Loignon, «agent officiel» de M. Renaud Picard, «candidat indépendant»
- M^{me} Aline Sévigny, «agente officielle» de M^{me} Roberte Noël, «candidate indépendante»

Voici maintenant un second exemple d'identification lorsqu'il y a trois candidats indépendants qui se regroupent pour faire une publicité commune, et qu'ils ont le même agent officiel:

- M. Benoit Legrand «agent officiel» de:
 - M^{me} Bernadette Lecours, «candidate indépendante»
 - M. Renaud Picard, «candidat indépendant»
 - M^{me} Roberte Noël, «candidate indépendante»

Identification non conforme

Dans le cas où une publicité n'est pas identifiée conformément à la Loi, vous pouvez procéder comme suit:

- ajouter un autocollant, une estampe ou les identifier à la main;
- prendre le plus tôt possible tout autre moyen nécessaire pour identifier correctement la publicité.

Dans le cas d'une publicité faite dans un journal, celui-ci ne peut reprendre gratuitement un message ni publier un erratum.

→ Si, malgré tout, la publicité ou le matériel publicitaire utilisé n'est pas identifié conformément à la Loi, vous devrez quand même inscrire la dépense qui s'y rattache comme une dépense électorale affectant ainsi la limite permise. Toutefois, le coût de cette dépense ne sera pas admissible à un remboursement des dépenses électorales. Donc, soyez vigilant afin de ne pas pénaliser le candidat indépendant pour qui vous assumez la fonction d'agent officiel.

Coût du matériel publicitaire fait maison

Si des bénévoles, avec votre autorisation, fabriquent eux-mêmes des panneaux publicitaires ou photocopient des messages à des fins électorales, il est important de noter les points suivants:

- le travail fait bénévolement ne constitue pas une dépense électorale;
- le coût de tout matériel utilisé pour la fabrication du matériel publicitaire tel que le bois, la peinture, les clous et le papier sont une dépense électorale et doivent être inclus dans le rapport de dépenses électorales. De plus, si vous utilisez un photocopieur ou un autre type d'équipement, vous devez demander au propriétaire de l'équipement de vous facturer les frais d'utilisation au prix courant du marché.

Pièces justificatives requises pour le matériel publicitaire

Pour toute dépense électorale de nature publicitaire, vous devez joindre à votre rapport, outre la facture et le chèque ayant servi à payer la dépense, les pièces justificatives énumérées ci-après démontrant que l'identification est conforme à la

Loi. S'il ne vous reste plus d'exemplaire de vos publicités, vous devrez retourner auprès de vos fournisseurs afin d'en obtenir une copie et vous devrez en assumer les frais, le cas échéant.

Télévision et radio

Une preuve de la publicité, soit une lettre du média, le texte du message, un support audio, par exemple sur clé USB ou DVD, transmis par courriel au trésorier de votre municipalité ou, en dernier recours, une attestation* de votre part.

Internet

Un imprimé de la page d'accueil (page où le nom et le titre «agent officiel» apparaissent) ou, en dernier recours, une attestation* de votre part.

Journaux

La preuve publicitaire, soit **la page complète** du journal dans lequel a paru l'annonce.

Affiches, objets promotionnels et autres imprimés

La preuve publicitaire, c'est-à-dire un exemplaire du macaron, de la brochure ou de l'affiche, etc.

Banderoles et grands panneaux publicitaires

Une ou des photographies permettant de s'assurer de l'identification conforme de la publicité ou en dernier recours une attestation* du fournisseur ou de votre parti précisant que le nom du fabricant ou de l'imprimeur ainsi que les noms et titres «agent officiel» apparaissent sur ces objets.

* Vous trouverez à l'annexe IV un modèle d'attestation de la publicité

Perte de matériel publicitaire à la suite de vandalisme ou de vol en période électorale

Vous trouverez à la directive D-M-18 la façon de traiter, le cas échéant, la perte de matériel publicitaire à la suite de vandalisme ou de vol en période électorale.

Réutilisation du matériel publicitaire produit et utilisé lors d'une élection antérieure

Si vous vous retrouvez dans cette situation, communiquez avec un coordonnateur en financement politique aux coordonnées mentionnées à l'introduction de ce guide ou consulter la directive D-M-20.

Utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC)

En ce qui a trait aux publicités supportées par les TIC, la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (L.R.Q., c-1.1) stipule que la valeur juridique d'un document est la même, que le support soit papier ou numérique. Cela implique que les publicités apparaissant sur un site Web ou sur tout autre support doivent être identifiées conformément à la LERM.

Pour ce qui est des sites Web et des réseaux sociaux, le nom de l'agent officiel et le titre d'«agent officiel» doivent paraître sur la page d'accueil.

Affichage électoral

(Art. 285.1 à 285.9)

La LERM compte une série de dispositions relatives à l'affichage électoral. Nous pouvons y lire, notamment, que l'affichage se rapportant à une élection est permis sur les propriétés du gouvernement, des organismes publics, des sociétés d'État, des municipalités et des commissions scolaires, sauf sur les édifices appartenant à ceux-ci.

En outre, l'affichage électoral est permis sur les poteaux à des fins d'utilité publique. Les affiches placées sur les poteaux à des fins d'utilité publique ne peuvent être fixées à l'aide de clous ou de broches métalliques et ne doivent comprendre aucune armature de métal ou de bois.

Aucune affiche ne peut être placée sur un monument, une sculpture, un arbre, une bouche d'incendie, un pont, un viaduc, un pylône électrique ou l'emprise, contiguë à un immeuble résidentiel, d'une voie publique. De plus, il n'est pas permis de placer une affiche électorale sur un abribus ou sur un banc public, sauf s'il dispose d'un espace prévu à cette fin, auquel cas l'affichage doit se faire selon les modalités applicables.

Toute affiche doit être enlevée au plus tard 15 jours après le scrutin, à défaut de quoi la municipalité ou le propriétaire des lieux ou des poteaux où elle est placée peut la faire enlever aux frais du candidat qu'elle favorise. L'affichage électoral en période électorale est donc soumis à certaines restrictions édictées aux articles 285.1 à 285.9 de la LERM.

3.4 Biens et services

→ **Assurance, téléphone, fournitures de bureau, location de mobilier ou de matériel de bureau, timbres, salaires payés, intérêts sur emprunts, etc.**

Assurance

Il se peut qu'une police d'assurance responsabilité soit contractée lors de la location d'un local. Vous devez imputer aux dépenses électorales le coût de l'assurance pour la période couverte selon la notion de dépense à coût minimum. Une dépense à coût minimum se caractérise par le fait que le coût d'un tel bien ou service demeure invariable, bien que la période pour laquelle le bien ou le service est obtenu excède la période électorale.

Pièces justificatives à produire:

- le chèque ayant servi à payer la dépense;
- la police indiquant le coût et la période couverte ainsi que la description de la protection.

Téléphone

Les frais d'installation, de service et d'appels interurbains doivent être comptabilisés.

Les frais d'installation

Puisque pour un matériel donné, les frais d'installation sont les mêmes, peu importe le moment où cette installation est faite, la totalité de la dépense est considérée et admise à titre de dépense électorale.

Un prorata serait effectué sur ces frais seulement si les équipements installés avant la période électorale ne correspondaient pas à ceux utilisés en période électorale.

Les frais de service

Si l'utilisation débute avant et se poursuit pendant la période électorale, l'annulation de service s'effectuant le lendemain du jour du scrutin, l'agent officiel doit comptabiliser les frais de service selon la durée d'utilisation pendant la période électorale par rapport à la durée totale d'utilisation avant et pendant cette période.

Exemple : Un téléphone a été installé 10 jours avant la période électorale. La facturation du service débute dès le moment de son installation jusqu'au jour du scrutin

Les frais de service du premier compte constituant des dépenses électorales doivent être calculés en fonction de la période d'utilisation en période électorale par rapport à la période totale de facturation du compte, soit :

Hypothèse :

Date de l'installation : 1^{er} avril
 Début de la période électorale : 10 avril
 Période de facturation : 1^{er} au 30 avril

Frais de service	x	$\frac{21 \text{ jours}}{30 \text{ jours}}$
------------------	---	---

Les frais d'appels interurbains

Concernant les frais d'appels interurbains, seuls ceux faits pendant la période électorale sont imputés aux dépenses électorales

Pièces justificatives à produire :

- le chèque ayant servi à payer la dépense;
- le sommaire du compte et les annexes, soit le détail des communications facturées et des autres frais ou crédits. Si un sommaire comporte un report d'un compte précédent, vous devez fournir le compte où apparaissent les détails de ce report.

Location d'équipement

Pour ce type de dépenses, il faut imputer aux dépenses électorales le coût de location pour la période électorale seulement. La dépense électorale est alors calculée de la façon suivante:

$$\text{Frais de location} \quad x \quad \frac{\text{Nombre de jours pendant la période électorale (45 jours)}}{\text{Durée totale de location}}$$

Pièces justificatives à produire:

- le chèque ayant servi à payer la dépense;
- une facture détaillée précisant notamment:
 - la période de location;
 - le coût unitaire ou le taux;
 - le montant total de la dépense;
 - la description du bien loué.

Bien durable

Un bien durable admissible à titre de dépense électorale peut se définir comme étant un bien acquis et utilisé en période électorale, mais dont la durée normale d'utilisation se situe bien au-delà de ladite période. De tels biens sont constitués, en règle générale et de façon non exhaustive, d'équipement de bureau (ordinateur, télécopieur, téléphone cellulaire, etc.), d'ameublement (tables, chaises, etc.) ou de vêtements.

Lorsqu'un bien durable est comptabilisé au rapport de dépenses électorales, l'agent officiel doit déclarer, à titre de dépenses électorales, le montant le moins élevé parmi les suivants: le montant représentant 50 % du coût d'acquisition du bien ou le coût de location estimé d'un bien similaire utilisé pour une même période déterminée. Le coût de location estimé d'un bien similaire est établi en fonction du prix de détail le plus bas auquel un tel bien est offert au public dans le cours normal des affaires, selon le marché dans la région et à l'époque où il est fourni aux fins de l'élection. L'écart entre le montant payé et le montant déclaré à titre de dépenses électorales doit être inscrit dans la section «Montants non inclus dans les dépenses électorales».

Vous trouverez toute l'information pertinente concernant les biens durables à la directive D-M-23.

Intérêts sur emprunt

(Art. 453(7))

Lorsqu'un emprunt a été contracté en vue d'alimenter votre fonds électoral, les intérêts, à compter de la date de l'emprunt en période électorale jusqu'à la date à laquelle votre rapport est remis (sans excéder 90 jours après le jour fixé pour le scrutin), peuvent être considérés ou non comme des dépenses électorales. Ce choix revient à l'agent officiel. Si vous les considérez comme une dépense électorale, vous devez:

- inscrire les intérêts payés au rapport de dépenses électorales comme dépenses électorales dans la colonne «Biens et services»;
- les avoir payés avant la remise de votre rapport, sur votre fonds électoral.

Si vous ne voulez pas les considérer comme des dépenses électorales, vous les inscrivez au rapport dans la colonne «Montants non inclus dans les dépenses électorales».

Pièces justificatives à produire:

- une copie de l'acte d'emprunt et du relevé de compte de l'établissement financier ou une facture de l'électeur ayant consenti l'emprunt fournissant le détail des intérêts (taux, période, montant);
- la preuve de ce paiement.

Frais de service sur le compte ouvert dans un établissement financier

Les frais de service payés pour l'administration de votre fonds électoral peuvent être considérés ou non comme dépenses électorales aux mêmes conditions que les intérêts sur emprunt.

Travail rémunéré

Pour tout travail rémunéré, vous devez joindre au rapport un reçu signé et daté indiquant le nom et l'adresse du travailleur, le détail des jours et heures travaillés, le taux horaire, quotidien ou hebdomadaire, une description du travail effectué et le montant total payé ainsi qu'une copie du chèque.

Travail bénévole

(Art. 428(1) et 461)

Une personne peut fournir sans rémunération ses services personnels à la condition qu'elle le fasse librement et non comme partie de son travail au service d'un employeur. Le travail bénévole est donc celui qui est fait par un individu personnellement, volontairement et sans contrepartie.

Personnellement: un travail effectué **personnellement** signifie un travail effectué par une personne physique, qui peut avoir ou non la qualité d'électeur puisque le travail bénévole n'est pas considéré comme une contribution.

Volontairement: un travail effectué **volontairement** signifie un travail effectué librement et sans contrainte, y compris l'absence de pénalité ou de représailles de la part de l'employeur ou de quiconque, si la personne avait décidé de ne pas accomplir le travail.

Sans contrepartie: un travail effectué **sans contrepartie** signifie un travail pour lequel la personne concernée ne reçoit, directement ou indirectement, aucune rémunération ou aucun avantage financier ou tangible d'un candidat, de son employeur ou de quiconque.

Il est nécessaire de distinguer deux catégories de personnes pouvant effectuer un travail bénévole, soit une personne qui ne travaille pas à son compte ou une personne qui travaille à son propre compte.

Travail bénévole d'une personne qui ne travaille pas à son compte

Une personne qui occupe un emploi et qui désire effectuer un travail bénévole doit rendre les services en question au cours de ses heures de loisir ou pendant ses vacances.

Elle pourrait également rendre ces services à tout autre moment pourvu qu'elle s'acquitte de ses responsabilités habituelles pour le compte de son employeur, sans réclamer, par exemple, une rémunération pour des heures supplémentaires. Si un congé lui est accordé pendant les heures normales de travail par son employeur, aux fins spécifiques de travailler pour une personne candidate, les heures ou les journées ainsi travaillées devront être déduites de la réserve de congés à laquelle a droit cette personne.

Travail bénévole d'une personne qui travaille à son propre compte

Il peut s'agir d'une personne pouvant disposer de son temps ou encore d'une personne qui est son propre employeur ou qui est propriétaire de son entreprise. Le travail bénévole peut alors s'exercer à quelque moment que ce soit, entendu que le travail effectué par cette personne à des fins politiques devra entraîner soit une perte de rémunération, soit une reprise du temps professionnel perdu sans rémunération additionnelle.

Dépenses personnelles d'un candidat

(Art. 454)

Les dépenses personnelles d'un candidat peuvent être considérées comme une dépense électorale ou non. Ce choix revient à la personne candidate et à l'agent officiel.

Dans le contexte électoral, les caractéristiques d'une dépense personnelle d'un candidat sont les suivantes:

- une dépense qui est effectuée en vue de favoriser directement ou indirectement son élection;
- une dépense afférente à la personne même du candidat ou à un membre immédiat de sa famille (conjoint et enfants);
- une dépense de transport, de nourriture, de vêtements, de garde d'enfants, de coiffure, etc.;
- une dépense qui ne peut inclure aucune publicité.

Lorsqu'une dépense personnelle d'un candidat est considérée comme une dépense électorale, elle doit être inscrite au rapport de dépenses électorales. Enfin, la personne candidate doit vous fournir les factures originales ou autres pièces justificatives de même que les preuves de paiement, et vous devez les joindre à votre rapport et les payer à même votre fonds électoral.

Formellement, l'agent officiel n'est pas tenu de rembourser une dépense personnelle faite par un candidat, particulièrement lorsqu'il a fait ou autorisé des dépenses électorales qui atteignent la limite permise. Dans les circonstances, il est fortement recommandé à tout agent officiel de s'entendre avec son candidat au début de la période électorale afin de prévoir un certain montant pour le remboursement de ses dépenses personnelles.

En terminant, certains de vos biens personnels n'ont pas à être comptabilisés dans les dépenses électorales (ordinateur, imprimante). Par contre, si des frais supplémentaires vous sont facturés pour vos services personnels, tels que le téléphone résidentiel, le cellulaire ou le service Internet, et que ces frais sont reliés à la campagne de votre candidat, il est possible de considérer ces dépenses supplémentaires comme des dépenses électorales.

3.5 Location de locaux

→ Local commercial, salle d'école, sous-sol d'église, résidence privée, etc.

Comptabilisation de la dépense

(Art. 452)

Pour ce genre de dépenses, vous ne pouvez imputer aux dépenses électorales que le coût de location pour la période électorale.

Le calcul se fait de la façon suivante:

$$\text{Frais de location} \quad \times \quad \frac{\text{Nombre de jours pendant la période électorale (45 jours)}}{\text{Durée du bail ou de la location}}$$

Pièces justificatives à produire:

- la facture et le chèque ayant servi à payer la dépense;
- le bail commercial ou un bail maison (un modèle vous est présenté à l'annexe IV).

Si vous utilisez le sous-sol ou une pièce d'une résidence privée comme local électoral, vous devez en évaluer la valeur et celle-ci doit être déclarée comme dépense électorale. Le montant évalué au prix courant du marché doit être payé au propriétaire de la résidence ou être considéré à titre de contribution. Vous pouvez utiliser le modèle de bail du DGEQ. Il faut toutefois que la pièce d'une résidence privée soit réellement un local électoral. Ce local doit être un lieu utilisé à des fins électorales, par la personne candidate et son équipe. Par contre, si vous louez un local commercial, vous devrez signer un bail commercial. Le bail du DGEQ ne peut être utilisé dans ce contexte.

En ce qui concerne les résidences privées utilisées aux fins de pointage lors des journées de vote (maisons satellites), vous devez inscrire un montant au prix courant du marché dans votre rapport de dépenses électorales, en vue du respect de l'article 451 de la LERM.

Biens et services utilisés dans un local électoral

Tous les biens et services utilisés dans un local électoral se doivent d'être payés et inscrits au rapport de dépenses électorales. Il faut donc comprendre que ces derniers ne peuvent être fournis gratuitement et que les propriétaires de ces biens devront être payés par l'agent officiel au prix courant du marché. Par exemple, les chaises, bureaux, ordinateurs ou téléphones qui seraient fournis par un bénévole devront être évalués et ce bénévole recevra un chèque tiré du fonds électoral, afin que ces éléments soient comptabilisés au rapport. De plus, ils peuvent fournir de tels biens à titre de contribution, sans toutefois excéder la limite, énoncée à l'art. 431 de la LERM.

3.6 Voyages et repas

→ **Essence, montant alloué par kilomètre, billets d'autobus, frais de repas, etc.**

Dans cette catégorie de dépenses, vous devez inclure tous les frais de transport et de repas autorisés et payés par l'agent officiel pendant la période électorale.

Notez que les frais de voyage et de repas de toute personne peuvent être considérés comme une dépense électorale ou non. Ce choix revient à l'agent officiel. S'ils sont considérés comme une dépense électorale, ils doivent être raisonnables, appuyés de pièces justificatives pertinentes, payés à même le fonds électoral et également paraître au rapport de dépenses électorales (art. 453(4) et 454).

Aussi, la personne requérante peut demander à être remboursée sur la base d'une indemnité journalière, en fonction d'un montant maximal alloué au kilomètre qui ne peut excéder celui établi par la municipalité, et ce, sous réserve d'une acceptation par l'agent officiel. Sinon, celle-ci devra fournir des pièces justificatives pertinentes telles que des factures d'essence, des coupons de taxi, etc.

Cependant, les frais de repas peuvent être remboursés sur la base d'indemnités journalières uniquement le jour du vote par anticipation et le jour du scrutin. En tout autre temps, la personne requérante devra fournir des pièces justificatives pertinentes telles que factures de restaurant et reçus.

Vous trouverez à la directive D-M-17 la façon de traiter les indemnités journalières pour les frais de transport et certains frais de repas remboursés pour la période électorale. De plus, les pièces justificatives à produire y sont décrites, et un modèle de demande de remboursement des frais de transport et de repas est présenté à l'annexe V.

Repas préparés par un bénévole

Dans le cas de repas préparés par un bénévole, seul le coût de la nourriture achetée doit être inscrit au rapport de dépenses électorales.

Si un repas est servi après la fermeture des bureaux de vote le jour du scrutin, ce repas et toutes les dépenses afférentes ne peuvent être considérés comme une dépense électorale, puisque leur utilisation est subséquente à la période électorale. De plus, si ces dépenses sont payées avec le fonds électoral, vous ne pouvez pas augmenter votre dette avec celles-ci.

Pièces justificatives à produire:

- la facture d'épicerie (coût de la nourriture achetée);
- la facture des produits personnels utilisés par la personne bénévole.

3.7 Petite caisse

Certaines dépenses électorales peuvent être acquittées par l'entremise d'une petite caisse, aux conditions suivantes:

- la petite caisse doit être constituée avec l'autorisation de l'agent officiel;
- elle ne doit être utilisée que pour payer comptant les **menues** dépenses (20 \$ et moins);

CHAPITRE 3 Sorties de fonds

- tout montant destiné à créer ou à alimenter une petite caisse doit être tiré du compte de banque de l'agent officiel au moyen d'un chèque identifié «petite caisse»;
- en tout temps, le total de l'argent et des factures acquittées doit correspondre au montant autorisé de la petite caisse.

La personne responsable de l'administration d'une petite caisse peut procéder à une demande de remboursement (renflouement) correspondant aux déboursés effectués, en annexant à sa demande les factures acquittées et les autres pièces justificatives nécessaires.

Lorsqu'une personne cesse d'être responsable de l'administration d'une petite caisse, elle doit en faire la conciliation et vous remettre l'argent qui s'y trouve avec toutes les factures et les pièces justificatives. Un modèle de relevé de petite caisse est présenté à l'annexe I.

Pièces justificatives à produire:

- les factures acquittées;
- les chèques ayant servi à renflouer la petite caisse;
- un relevé indiquant le détail de toutes les dépenses payées par la petite caisse.

À la fin de la période électorale, le solde de l'argent de la petite caisse sera déposé dans le fonds électoral. Vous indiquerez la date du dépôt sur le relevé de petite caisse.

Relevé de petite caisse de _____ Agent officiel				
Date	N°	Fournisseurs	Description	Montant
	1	F. Pilon	Fournitures	19,10 \$
	2	Van Houtte	Café	4,15 \$
	3	Taxi Réal	Taxi	8,40 \$
Total :				31,65 \$
Solde déposé au fonds électoral le _____				68,35 \$
Total :				100,00 \$



4 Rapports

Tout dépendant du moment de l'autorisation du candidat indépendant autorisé et de sa situation financière, plusieurs rapports devront être produits afin de faire état de tous les revenus et dépenses liés à son autorisation. D'autre part prendre note que des copies des rapports ainsi que des pièces justificatives doivent être conservés par le représentant et agent officiel pour une période de sept ans.

4.1 Rapport à produire avant le scrutin

Rapport financier d'un électeur autorisé

(Art 483.1)

Lorsqu'un électeur qui s'engage à se présenter comme candidat obtient son autorisation dans l'année **précédant** celle de l'élection générale, son représentant officiel doit, au plus tard le 1^{er} avril de l'année de l'élection, transmettre au trésorier le rapport financier d'un électeur autorisé selon la directive prescrite par le DGEQ (D-M-33). Ce rapport doit couvrir la période allant du début de l'autorisation au 31 décembre de l'année précédant l'élection et doit notamment être accompagné d'une copie de chacun des reçus délivrés pour les contributions recueillies pendant cette même période.

Pour être recevable, les sections «Signature et déclaration du représentant officiel» et «Signature et déclaration du candidat indépendant autorisé» doivent être signées.

4.2 Rapports à produire après le scrutin

Rapports d'un candidat indépendant autorisé

→ À titre de représentant et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé, vous devez, au plus tard dans les 90 jours qui suivent le jour du scrutin, transmettre au trésorier de la municipalité les rapports d'un candidat indépendant autorisé suivant la directive prescrite par le DGEQ (D-M-15).

Ces rapports sont constitués d'un rapport financier ainsi que d'un rapport de dépenses électorales. Pour être recevable, les sections «Signature et déclaration du représentant et agent officiel» et «Signature et déclaration du candidat indépendant autorisé» doivent être signées

Une version électronique des rapports à produire vous est offerte. L'accès à ces rapports sera protégé par un code d'accès sécurisé et un mot de passe qui vous seront fournis dans une lettre transmise par la Direction du financement des partis politiques du DGEQ.

Les rapports que vous produisez doivent permettre de retracer et de comprendre d'où provient votre financement et à quoi il a servi, c'est-à-dire à payer quelles dépenses. Il doit être possible de retrouver toutes les rentrées de fonds et toutes les sorties de fonds à la lecture des rapports du candidat indépendant autorisé, et ce, dans le but de s'assurer que vous avez respecté la LERM.

Contenu du rapport financier

(Art. 479 à 487)

Le rapport financier décrit principalement vos rentrées de fonds. Il précise d'où provient votre financement:

1. contributions de plus de 50 \$ (remplir la section 1);
2. contributions de 50 \$ et moins;
3. sommes recueillies lors d'activités à caractère politique (remplir la section 3 et fournir le formulaire prévu à la directive D-M-26);
4. revenus accessoires (recueillis lors d'activités à caractère politique);
5. emprunts (remplir la section 2 et fournir un acte d'emprunt précisant les termes du contrat);
6. autres rentrées de fonds.

Ce rapport synthétise également les dépenses, ce qui permet de déterminer si les rentrées de fonds sont égales aux sorties de fonds (ligne 13: Encaisse à la fin de la période) ou s'il y a un surplus. **Vous ne pouvez en aucun cas présenter un rapport négatif.**

Contenu du rapport de dépenses électorales

(Art. 492 à 494)

Le rapport de dépenses électorales présente en détail toutes les dépenses effectuées. Il permet la distribution des montants imputés aux dépenses électorales, selon l'une ou l'autre des catégories de dépenses, de même que la portion des dépenses que vous avez acquittées sur votre fonds électoral, mais qui ne sont pas incluses dans les dépenses électorales.

Une partie du rapport sert aussi à indiquer le nom et l'adresse des créanciers qui ont omis de faire leur réclamation au plus tard le 60^e jour suivant celui fixé pour le scrutin ainsi que le montant de la dette, la nature de la dépense et la date de la réclamation, si elle est connue. Le rapport de dépenses électorales doit également faire état des réclamations que vous contestez parmi celles que vous avez reçues au plus tard le 60^e jour suivant celui fixé pour le scrutin.

Rapports financiers additionnels

(Art. 474 et 485)

Le représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé doit produire un ou des rapports financiers additionnels au trésorier si, après la production des rapports d'un candidat indépendant autorisé:

- le candidat a toujours des dettes non remboursées contractées durant son autorisation (solde sur un ou des emprunts ou réclamations non acquittées); ou
- le représentant officiel détient des biens ou des sommes qui demeurent dans le fonds électoral de son candidat.

Si vous vous retrouvez dans cette situation, le trésorier de la municipalité vous transmettra les documents nécessaires (formulaire DGE-1040 et instructions pour remplir un tel rapport) afin que vous puissiez produire un rapport financier additionnel annuellement et que vous ayez remboursé la totalité de vos dettes au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant le scrutin. Pour que ce rapport soit recevable, les sections «Signature et déclaration du représentant officiel» et «Signature et déclaration du candidat indépendant autorisé» doivent être signées.

4.3 Documents devant accompagner les rapports

Rapport financier:

- les relevés bancaires;
- les bordereaux de dépôt;
- les copies des reçus de contribution et, si elles sont disponibles, les copies des chèques des contributions encaissés;
- l'acte d'emprunt;
- l'acte de cautionnement;
- le formulaire de la directive D-M-26 pour toute activité politique tenue;
- le certificat des personnes autorisées à solliciter des contributions, suivi de la liste des sollicitateurs;
- la déclaration signée du candidat indépendant;
- la déclaration du représentant officiel;
- toute autre preuve pertinente mentionnée dans le présent guide.

Rapport de dépenses électorales:

- les factures originales;
- les chèques recto verso (originaux ou numérisés);
- le relevé de petite caisse;
- une copie de toutes les publicités;
- la demande de remboursement des frais de transport et de repas;
- la déclaration signée du candidat indépendant;
- la déclaration de l'agent officiel;
- toute autre preuve pertinente mentionnée dans le présent guide.

4.4 Correction d'un rapport

(Art. 507)

Tout rapport peut, jusqu'à la date limite prévue pour sa transmission, être corrigé directement auprès du trésorier lorsqu'une erreur est constatée.

Après cette date, le candidat indépendant autorisé doit obtenir du DGEQ la permission de corriger cette erreur en démontrant qu'elle a été faite par inadvertance. Pour ce faire, le candidat indépendant autorisé doit utiliser le modèle de lettre en annexe VIII.

À la réception d'une demande de correction de rapport, le DGEQ en fait parvenir une copie aux partis ou aux candidats indépendants autorisés adverses en les informant qu'ils ont 10 jours pour lui faire valoir leur opposition. S'il n'y a pas d'opposition ou si le DGEQ juge l'opposition non fondée, il permet que la correction soit effectuée. Dans le cas contraire, le candidat indépendant autorisé doit demander la permission au juge compétent.

4.5 Accessibilité et publication d'un rapport

(Art. 90.6, 499, 501 et 659)

Les renseignements contenus dans chaque rapport d'un candidat indépendant autorisé et les documents prescrits par la Loi ont un caractère public à partir de la date limite de production, à l'exception des reçus de contribution de 50 \$ et moins. Toute personne peut examiner les rapports et les documents produits en s'adressant au trésorier de la municipalité.

Le trésorier publie dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité un sommaire des rapports de dépenses électorales dans les 30 jours suivant l'expiration du délai prévu pour leur production.

Les originaux des rapports sont conservés par le trésorier de la municipalité d'une manière permanente. Toutefois, à l'expiration d'un délai de sept ans après leur réception, le trésorier de la municipalité peut, sur demande, remettre au candidat indépendant autorisé ses factures et autres pièces justificatives. À défaut d'une telle demande, le trésorier peut alors les détruire.



5 Sanctions pénales et autres

Une infraction est commise aussitôt qu'un article de la Loi n'est pas respecté. La LERM comprend de nombreuses dispositions pénales en vertu desquelles des poursuites peuvent être intentées. Des poursuites peuvent être intentées contre le représentant officiel, l'agent officiel ou le candidat.

Voici un résumé des principales infractions et peines prévues dans la LERM:

- Le défaut de produire un rapport dans les délais fixés vous rend passible d'une amende de 50 \$ pour chaque jour de retard (art. 626 et 642). Ce retard a également des répercussions sur le candidat, qu'il soit élu ou non, puisqu'il le rend inéligible à se présenter à des élections subséquentes tant que le rapport n'a pas été produit (art. 64).

Dans le cas d'un candidat élu, ce retard lui fait également perdre, à compter du 10^e jour qui suit l'expiration du délai imparti, le droit d'assister en tant que membre aux séances du conseil de la municipalité tant que ce rapport n'a pas été produit (art. 503).

Toutefois, un juge peut, sur demande faite avant que la personne perde son droit d'assister aux séances, lui permettre de continuer de siéger pendant une période additionnelle d'au plus 30 jours (art. 505).

- Le représentant officiel et agent officiel commet une infraction et est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ lorsqu'il (art. 640):
 - remet un faux rapport (art. 597);
 - produit une facture, une pièce justificative ou un reçu qui est incomplet, faux ou falsifié (art. 597);
 - acquitte une réclamation autrement que ce que permet l'article 473 (art. 596 (2)).

- L'agent officiel commet une infraction lorsqu'il ne respecte pas la limite permise de dépenses électorales (art. 595) et est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ (art. 640).

Ces infractions constituent également une manœuvre électorale frauduleuse, qui a notamment comme conséquence la perte du droit de vote, de se livrer à un travail de nature partisane, d'agir comme représentant officiel et agent officiel d'une entité autorisée, d'agir comme membre du personnel électoral et de poser sa candidature à une élection, pour une période de cinq ans (art. 645).

- Commet une infraction l'électeur qui fait une contribution de plus de 50 \$ qui n'est pas faite conformément à l'article 436 (art. 612.1), et est passible d'une amende de 500 \$ à 10 000 \$ (art. 641).
- Également, commet une infraction (art. 610):
 - Toute personne qui verse une contribution à une entité autorisée qui n'a pas la qualité d'électeur et toute personne qui dépasse la somme maximale pour une contribution.
 - La personne qui, par la menace ou la contrainte ou par une promesse de compensation, de contrepartie ou de remboursement, incite un électeur à faire une contribution.
 - L'électeur qui déclare faussement que sa contribution est faite à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle n'a fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement, est passible (art. 641.1):
 - s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 5 000 \$ à 20 000 \$ pour une première infraction et de 10 000 \$ à 30 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans;
 - s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ pour une première infraction et de 50 000 \$ à 200 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans.

Ces infractions constituent également une manœuvre électorale frauduleuse (art. 645).

- Toute personne qui sollicite ou recueille des contributions, contracte un emprunt ou effectue une dépense autre qu'électorale pour un candidat indépendant autorisé sans en être le représentant officiel est passible d'une amende de 500 \$ à 10 000 \$ (art. 611, 617 et 641).

Conformément à l'article 648.1, toute information relative à toute poursuite pénale intentée par le Directeur général des élections du Québec et à toute déclaration de culpabilité liée aux infractions énumérées aux articles 610 (2) (3) (4) et 610.1 (2) de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités sera transmise aux commissaires associés aux vérifications de l'Unité permanente anticorruption (UPAC) ainsi qu'au Secrétariat du Conseil du trésor pour traitement approprié en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Il s'agit donc de rester vigilant et de s'assurer de respecter la Loi. En cas de doute, n'hésitez surtout pas à communiquer avec votre trésorier ou avec un coordonnateur de la Direction du financement des partis politiques.

Nous vous incitons fortement à prendre connaissance des articles 64, 503 à 512 et 595 à 645 de la LERM.

Demande d'enquête

(Art. 90.1)

La Loi stipule que le DGEQ peut enquêter, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne, sur la légalité des dépenses, des emprunts, des contributions et des dépenses électorales d'un parti ou d'un candidat indépendant autorisé. Bien que l'usage d'aucun formulaire ne soit prescrit par la Loi, il est recommandé d'utiliser le modèle proposé à l'annexe IX pour formuler une demande d'enquête au DGEQ.

Il vous est également possible de dénoncer une situation au regard du financement par l'entremise de notre ligne de dénonciation sur le financement politique.

Communiquez avec nous au 1 855 644-9529 ou au 418 644-9529, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30.

Les informations reçues seront traitées en toute confidentialité et sécurité. De plus, si vous le souhaitez, vous pouvez garder l'anonymat.



Annexes

- Annexe I Relevé de petite caisse
- Annexe II Acte d'emprunt
- Annexe III Acte de cautionnement
- Annexe IV Attestation de la publicité
- Annexe V Bail
- Annexe VI Demande de remboursement des frais de transport et de repas
- Annexe VII Rapport de conciliation des reçus remis à un solliciteur
- Annexe VIII Demande de correction d'un rapport de dépenses électorales
- Annexe IX Demande d'enquête

Tous ces documents se retrouvent sur l'extranet (accessible à l'adresse **electionsquebec.qc.ca**) et peuvent être remplis à l'écran.

ANNEXE II

Acte d'emprunt



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1410-VF (16-11) **S**

Acte d'emprunt

Je, _____, représentant officiel de _____,
Nom du représentant officiel Nom du parti politique ou du candidat indépendant autorisé

étant la seule personne autorisée à agir aux fins des présentes en vertu des dispositions de l'article 446 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités,

ci-après appelé « l'Emprunteur »,

ET

_____, domicilié au _____,
Nom de l'électeur

_____,
Adresse de l'électeur

ci-après appelé « le Prêteur »,

déclarons et convenons de ce qui suit :

« le Prêteur » consent à « l'Emprunteur » en vertu des présentes un prêt de _____ \$ que « l'Emprunteur » accepte et reconnaît avoir reçu en ce jour.

Le présent prêt est consenti aux conditions suivantes :

Date de l'emprunt _____

Taux d'intérêt _____

Montant d'intérêt annuel _____ \$
 (Un versement d'intérêt est obligatoire annuellement.)

Le prêteur déclare ce qui suit :

1. le prêt est consenti à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie et il ne fera pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu dans cet acte;
2. le prêt est versé au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur et tiré sur son compte dans un établissement financier qui a un bureau au Québec;
3. le total des prêts consentis et des montants pour lesquels il demeure caution n'excèdent pas 10 000 \$ (ce maximum sera de 5 000 \$ pour tout nouvel emprunt et cautionnement à partir du 1^{er} janvier 2018).

En foi de quoi nous avons signé à _____ le _____.
Municipalité Date

 Signature du représentant officiel

 Signature de l'électeur

ANNEXE III

Déclaration de cautionnement



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1409-VF (16-11) **S**

Déclaration de cautionnement

Je, _____, domicilié au
Nom de l'électeur

_____,
Adresse de l'électeur

ai consenti à _____, représentant officiel de
Nom du représentant officiel

_____, un cautionnement au montant de
Nom du parti ou du candidat indépendant autorisé

_____ \$ effectué le _____ auprès de
Montant de la caution Date

_____.
Nom de l'institution financière

Je déclare ce qui suit :

1. ledit cautionnement est contracté à même mes propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie et, dans l'éventualité où l'institution financière devrait prélever ma caution, celle-ci ne fera pas l'objet d'un quelconque remboursement;
2. le total des prêts consentis et des montants pour lesquels je demeure caution n'excèdent pas 10 000 \$ (ce maximum sera de 5 000 \$ pour tout nouvel emprunt et cautionnement à partir du 1^{er} janvier 2018).

En foi de quoi j'ai signé à _____ le _____
Municipalité Date

Signature de l'électeur

ANNEXE IV

Attestation de la publicité



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1411 (10-01)

Attestation de la publicité

Panneaux, banderoles, enseignes

Je, soussigné, _____, atteste que mon nom et

Nom de l'agent officiel (en majuscules)

mon titre « agent officiel » ainsi que le nom du fabricant ou de l'imprimeur

Indiquer le nom du fabricant ou de l'imprimeur

apparaissaient sur _____

Indiquer le nombre et la grandeur des panneaux, banderoles, enseignes, etc.

Signature de l'agent officiel

Date

Télévision, radio, Internet

Je, soussigné, _____, atteste que mon nom et

Nom de l'agent officiel (en majuscules)

mon titre « agent officiel » ont été mentionnés lors des messages diffusés à la station

Indiquer le nom de la station de télévision ou de radio

ou sur le site Internet de _____

Nom du parti ou du candidat indépendant

Signature de l'agent officiel

Date

ANNEXE V

Bail



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1413 (10-01)

Bail

Adresse du local loué :

Description des lieux incluant les dimensions :

Description des biens et des services inclus dans le coût du loyer :

Période de location : Du : _____ Au : _____

Prix unitaire au pied ou au mètre carré : _____ Coût total : _____

Modalités de paiement :

Nom et adresse du locateur :

Nom et adresse de l'agent officiel :

Signature du locateur

Date

Signature de l'agent officiel

Date

Demande de remboursement des frais de transport et de repas



* Annexer les pièces justificatives

ANNEXE VII

Rapport de conciliation des reçus remis à un solliciteur

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1099 (16-12)

Rapport de conciliation des reçus remis à un solliciteur

PÉRIODE DU _____ AU _____

Nom du solliciteur : _____

CONCILIATION DES REÇUS						
Nos de série des reçus officiels remis par le représentant officiel (ventilés par livrets) De : _____ À : _____	QUANTITÉ DE REÇUS					
	A	B	C	D	E	F
	Non utilisés et détenus en début de période (colonne F du rapport précédent)	Obtenus au cours de la période	Délivrés à des donateurs (copies 1, 2 et 4 ci-jointes) (1)	Abîmés ou annulés (détail ci-dessous) (2)	Non utilisés et retournés au RO (détail ci-dessous) (3)	Non utilisés et détenus à la fin de la période
TOTAL						

Numéros de série des reçus abîmés ou annulés (remis sous pli)

N^{os} _____

Numéros de série des reçus retournés au représentant officiel (remis sous pli)

N^{os} _____

REMARQUES

(1) Le reçu officiel ne peut être délivré qu'à un électeur de la municipalité qui a fait lui-même une contribution à même ses propres biens. Remettre au représentant officiel toutes les copies 1, 2 et 4 des reçus délivrés en même temps que le présent rapport.

(2) Les reçus abîmés ou annulés doivent être retournés au représentant officiel ou, sinon fournir les détails et les motifs des reçus non retournés.

(3) Ce rapport peut être rempli et transmis au représentant officiel lorsque que le solliciteur cesse d'agir à ce titre ou à la demande expresse du représentant officiel. Le solliciteur remet alors toutes les copies des reçus qu'il a en main.

J'atteste que les renseignements précédents sont vrais, exacts et complets.

Signature du solliciteur_____
Date

J'accuse réception des copies 1, 2 et 4 des reçus délivrés, de toutes les copies de reçus abîmés ou annulés et des reçus non utilisés, dont les quantités sont indiquées dans ce rapport de conciliation.

Signature du représentant officiel_____
Date

ANNEXE VIII

Demande de correction d'un rapport de dépenses électorales



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1414-VF (13-08) 

Demande de correction d'un rapport de dépenses électorales

_____, le _____
Municipalité Date

Directeur général des élections
Direction des affaires juridiques
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5

Monsieur,

Lors de la préparation du rapport de dépenses électorales, à la suite de l'élection
tenue le _____, une erreur s'est glissée.

Je demande donc d'apporter les corrections suivantes :

Justifier la demande de correction et préciser l'impact sur le rapport

Signé à _____, ce _____
Municipalité Date

_____, demeurant au
Signature du candidat ou du chef du parti

Adresse complète

N.B. : Vous devez joindre à votre demande le rapport amendé.

ANNEXE IX

Demande d'enquête



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1417-VF (10-01)

Demande d'enquête

_____, le _____
Municipalité Date

Directeur général des élections
Direction des affaires juridiques
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5

Objet : Demande d'enquête au Directeur général des élections

Monsieur,

Par la présente, je vous demande de faire enquête sur un fait qui s'est produit dans le cadre de la période électorale du

_____ au _____.

Plaignant

(Nom, adresse complète et numéro de téléphone)

Personne ou organisme visé

(Nom, adresse complète et numéro de téléphone)

Les faits à l'origine de cette demande sont les suivants :

(Résumer de façon complète en indiquant la date, l'heure et l'endroit des faits reprochés et les raisons pour lesquelles on estime qu'ils sont contraires à la Loi)

Témoins

Nom, adresse complète et numéro de téléphone

Vous trouverez joints à cette lettre les documents à l'appui de ma demande.

(Un exemplaire de la publicité, annonce ou autre, une déclaration sous serment signée par chacun des témoins, si possible, et une autre signée par le plaignant)

Signature du plaignant

Date



Directives

- D-M-4** Ouverture d'un compte dans un établissement financier
- D-M-5** Reçu de contribution
- D-M-6** Certificat de la personne autorisée à solliciter des contributions et liste des solliciteurs
- D-M-17** Indemnités journalières pour les frais de transport et certains frais de repas remboursés pour la période électorale
- D-M-18** Perte de matériel publicitaire à la suite de vandalisme ou de vol en période électorale
- D-M-22** Contrôle des reçus de contribution par le représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé
- D-M-23** Admissibilité des biens durables
- D-M-24** Organisation et tenue d'assemblées publiques en période électorale
- D-M-26** Rapport d'activités à caractère politique et revenus accessoires

Toutes les directives se retrouvent sur l'extranet à l'adresse suivante :
electionsquebec.qc.ca

DIRECTIVE D-M-4

Ouverture d'un compte dans un établissement financier



DIRECTIVE D-M-4

Ouverture d'un compte dans un établissement financier

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 364, 439, 443 et 458)

BUT

Le but de cette directive est de définir certains paramètres concernant l'ouverture et l'utilisation d'un compte bancaire, ainsi que de prescrire la dénomination sous laquelle celui-ci doit être ouvert.

COMPTE DANS UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER

Le représentant officiel et l'agent officiel doivent, dès qu'ils sont habilités à agir, ouvrir un compte dans une succursale québécoise d'un établissement financier.

Le compte doit permettre au représentant officiel ou à l'agent officiel de recevoir les relevés de compte et les originaux des chèques compensés par l'établissement financier ou les chèques numérisés (**recto verso obligatoire**ment).

On entend par établissement financier une banque, une société de fiducie ou une coopérative de services financiers.

DÉNOMINATION DU COMPTE

Dans le cas d'un candidat indépendant autorisé, le représentant officiel et l'agent officiel sont une seule et même personne, tout comme le représentant officiel et l'agent officiel d'un parti politique autorisé, à moins que le chef du parti en décide autrement par écrit.

Le représentant officiel est la seule personne sous l'autorité de laquelle peuvent être recueillis les fonds du parti politique ou du candidat indépendant autorisé (contributions, emprunts, etc.).

L'agent officiel est la seule personne sous l'autorité de laquelle peuvent être effectuées des dépenses électorales.

Dans le cas d'un parti politique, le compte de l'agent officiel doit être distinct de celui du représentant officiel, nonobstant le fait qu'il s'agit généralement de la même personne.

Dans le cas d'un candidat indépendant autorisé, un seul compte est à ouvrir dans un établissement financier **et tous les revenus ainsi que toutes les dépenses touchant l'élection doivent transiter par ce compte, sans aucune exception**. Toutefois, l'ouverture d'un tel compte n'est pas obligatoire lorsque les sommes qui constituent le fonds électoral proviennent exclusivement de contributions fournies par le candidat indépendant autorisé lui-même. Cela dit, le compte à ouvrir doit être identifié comme suit :

Publiée le : 21 mai 1998

Mise à jour : novembre 2016

Page 1 de 2

Autorisée par :



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DIRECTIVE D-M-4

1. Pour le représentant officiel du parti politique :

« Parti _____ »
 Nom du parti politique

2. Pour l'agent officiel du parti politique :

« _____ »,
 Nom de l'agent officiel
 agent officiel pour _____ »
 Nom du parti politique

3. Pour le représentant officiel et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé :

« _____ »,
 Nom du représentant officiel et agent officiel du candidat indépendant autorisé
 agent officiel pour _____ »
 Nom du candidat indépendant autorisé

DOCUMENTS REQUIS

Pour faciliter l'ouverture du compte auprès de l'établissement financier, il est suggéré de fournir une copie des documents suivants :

- la déclaration de candidature du candidat indépendant acceptée par le président d'élection de la municipalité, le cas échéant;
- la demande d'autorisation du parti ou celle du candidat indépendant ou de l'électeur s'engageant à se présenter comme candidat, attestée soit par le Directeur général des élections du Québec, soit par le greffier, le secrétaire-trésorier ou le président d'élection de la municipalité;
- une pièce d'identité.

DÉPÔTS ET SIGNATURE DES CHÈQUES

Pour tous les dépôts, un bordereau doit être rempli et une copie doit être conservée. Le bordereau de dépôt doit indiquer l'origine des chèques déposés, leur montant ainsi que l'origine de toute autre somme reçue en argent comptant.

Le représentant officiel ou l'agent officiel doit obligatoirement signer les chèques, ce qui n'empêche pas, pour des fins de contrôle, la signature d'une deuxième personne.



DIRECTIVE D-M-5

Reçu de contribution



DIRECTIVE D-M-5

Reçu de contribution

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM) (art. 429 à 438, 483 et 484)

BUT

Le but de cette directive est de prescrire le contenu du reçu de contribution et de formaliser certaines modalités relatives à son utilisation et à sa transmission au Directeur général des élections du Québec (DGEQ).

REÇU DE CONTRIBUTION

Obligation

- Pour le versement de toute contribution, le représentant officiel ou un solliciteur désigné (voir D-M-6) par ce dernier doit délivrer un reçu au donateur, que la contribution soit en bien, en service ou en argent, et ce, peu importe le montant versé, sans toutefois excéder la limite permise par la loi, énoncée à l'art. 431 de la LERM.
- Lorsqu'une contribution est recueillie directement, le solliciteur doit délivrer un reçu au donateur. Toutefois, lorsqu'une contribution est reçue par la poste ou autrement, un reçu doit être remis au donateur dès que la contribution a été encaissée et que la déclaration de l'électeur a été obtenue.
- Les montants indiqués aux endroits prévus sur le reçu doivent correspondre exactement aux montants recueillis.
- Il est formellement interdit à quiconque de délivrer un reçu de contribution au nom d'une personne qui n'a pas versé de contribution.

Reçu imprimé par le Directeur général des élections du Québec

Le DGEQ met à la disposition des représentants officiels des livrets de reçus de contribution qui doivent obligatoirement être utilisés, à moins que le parti ou le candidat indépendant autorisé imprime ses propres reçus.

Le reçu comprend quatre copies, soit une pour chacun des intervenants suivants :

- le DGEQ;
- l'électeur qui fait la contribution;
- le représentant officiel du parti ou du candidat indépendant autorisé;
- le trésorier de la municipalité.





DIRECTIVE D-M-5

Reçu imprimé par l'entité politique autorisée – Approbation préalable du DGEQ

- Le représentant officiel d'un parti ou d'un candidat indépendant autorisé peut utiliser des reçus de contribution qu'il fait lui-même imprimer pour son usage, à la condition que ces reçus contiennent tous les renseignements obligatoires décrits ci-dessous et qu'il ait obtenu, **au préalable, l'autorisation écrite du DGEQ** lui permettant d'utiliser de tels reçus.
 - Afin d'obtenir cette autorisation, vous devez faire parvenir votre modèle personnalisé à l'attention de la Direction du financement des partis politiques :
 - Par courriel : contribution-municipal@dgeq.qc.ca
 - Par courrier : **Direction du financement des partis politiques**
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5
 - Veuillez noter qu'un délai de 10 jours ouvrables est requis pour procéder à l'approbation par le DGEQ d'un modèle de reçu de contribution.
- Des espaces additionnels peuvent être ajoutés au formulaire de reçu si le représentant officiel désire obtenir des renseignements supplémentaires. Il n'est pas nécessaire que ces renseignements apparaissent sur les copies qui doivent être remises au trésorier de la municipalité.
- Le reçu de contribution peut être autocopiant (NCR). Si tel est le cas, il doit avoir au minimum quatre copies : l'original (copie 1) est destiné au DGEQ, la copie 2 au donateur, la copie 3 au représentant officiel et la copie 4 est remise au trésorier de la municipalité.
- La copie NCR destinée au DGEQ devra être imprimée sur papier blanc pour en faciliter la numérisation.
- Toute nouvelle impression de ce reçu de contribution devra recevoir l'approbation préalable du DGEQ. De plus, le représentant officiel devra transmettre une confirmation des numéros de série des reçus qui ont été imprimés et y joindre un spécimen de reçu.

Renseignements obligatoires

Le reçu de contribution doit contenir les renseignements suivants :

En-tête

1. Reçu de contribution.
2. La mention « Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM), chapitre XIII ».

Identification du donateur

3. Sexe.
4. Nom à la naissance et prénom de l'électeur (donateur).





DIRECTIVE D-M-5

5. Adresse complète du domicile de l'électeur (n°, rue, appartement, ville et code postal), tel qu'établi en vertu du Code civil (art. 75 à 78). Dans le cas d'un électeur non domicilié, indiquer l'adresse qui justifie sa qualité d'électeur dans la section remarque.
6. Nom de l'employeur du donateur au moment du versement de la contribution.
7. Date de naissance (AAAA/MM/JJ).
8. Numéro de téléphone.

Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice

IMPORTANT

Le caractère d'impression choisi pour cette section doit être d'une grosseur de huit points au minimum et non condensé.

9. Le titre « Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice » et le texte suivant :
Je déclare que ma contribution :
 - est faite à même mes propres biens;
 - est faite volontairement;
 - est faite sans compensation ni contrepartie;
 - n'a pas fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement.
10. Signature du donateur.
11. Date à laquelle la signature est apposée.
12. Cette section doit aussi comprendre le texte suivant :
Pour verser une contribution à une entité politique autorisée, vous devez posséder la qualité d'électeur au sens de la LERM et votre paiement doit être fait par vous-même et selon les exigences légales inscrites au verso.

Identification de l'entité politique au bénéfice de laquelle la contribution est versée

13. Nom de l'entité autorisée, tel qu'inscrit au Registre des entités politiques autorisées du Québec (si celle-ci n'est pas déjà identifiée sur le reçu).

Contribution et autres

14. Contribution :
 - Montant de la contribution.



[illegible]

Autorisée par :

 LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC



DIRECTIVE D-M-5

Nom de l'employeur

Le nom de l'employeur du donateur au moment du versement de la contribution. Ce champ ne peut être laissé vide. Y inscrire « sans emploi », « retraité », « étudiant », etc., le cas échéant.

Activité politique - Prix d'entrée

Seul le représentant officiel peut décider que le prix d'entrée à une activité politique n'est pas une contribution lorsque ce prix n'excède pas 60 \$ par jour jusqu'à concurrence d'une entrée par personne (article 428.7^e de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités).

Extraits d'articles pertinents de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM)

Les articles 429 et 430 de la LERM stipulent que seul un électeur de la municipalité peut faire une contribution en faveur d'un parti ou d'un candidat indépendant titulaire d'une autorisation valable pour la municipalité. Cette contribution doit être faite par l'électeur lui-même et à même ses propres biens. Une contribution doit être faite volontairement, sans compensation ni contrepartie, et elle ne peut faire l'objet d'un quelconque remboursement.

Par ailleurs, l'article 429.1 précise que certains copropriétaires ou cooccupants qui détiennent la qualité d'électeur peuvent désigner parmi eux, par une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne qui pourra verser une contribution. Pour effectuer cette contribution, la procuration devra préalablement avoir été transmise à la municipalité.

Pour sa part, l'article 431 énonce le montant total des contributions qui ne peut être dépassé pour un même électeur, à chacun des partis et des candidats indépendants autorisés, au cours d'un même exercice financier.

De plus, l'article 436 précise le montant d'une contribution en argent qui doit être faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur, tiré sur son compte dans un établissement financier qui a un bureau au Québec et fait payable à l'ordre du parti ou du candidat indépendant autorisé. Une telle contribution peut également être faite, conformément aux directives du Directeur général des élections du Québec, au moyen d'une carte de crédit.

La LERM spécifie également aux articles 610, 636.3 et 641.1 qu'est passible, s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 5 000 \$ à 20 000 \$ pour une première infraction et de 10 000 \$ à 30 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans ou, s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ pour une première infraction et de 50 000 \$ à 200 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans, toute personne qui contrevient ou tente de contrevenir notamment aux articles 429 à 431 et :

- 1^o la personne qui, par la menace ou la contrainte ou par une promesse de compensation, de contrepartie ou de remboursement, incite un électeur à faire une contribution;
- 2^o l'électeur qui déclare faussement que sa contribution est faite à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle n'a fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement.

Conformément à l'article 648.1, toute information relative à toute poursuite pénale intentée par le Directeur général des élections du Québec et à toute déclaration de culpabilité liée aux infractions énumérées aux articles 610 (2) (3) (4) et 610.1 (2) de la LERM sera transmise aux commissaires associés aux vérifications de l'Unité permanente anticorruption (UPAC) ainsi qu'au Secrétariat du Conseil du trésor pour traitement approprié en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces infractions constituent une manœuvre électorale frauduleuse. Une personne déclarée coupable d'une telle infraction perd notamment, pour une période de cinq ans, le droit de voter, d'être candidate à une élection, de se livrer à un travail de nature partisane et d'agir comme membre du personnel électoral.

Crédit d'impôt

Sous réserve des conditions et des règles établies par Revenu Québec, une contribution en argent peut donner lieu à un crédit d'impôt.

Autres renseignements non obligatoires

Langue de correspondance :

Le reçu peut permettre l'inscription de la langue de correspondance du donateur, soit le français ou l'anglais. Veuillez noter que si vous n'inscrivez pas sur votre reçu l'indication de la langue de correspondance, toute communication échangée entre le donateur et le DGEQ sera exclusivement en français.

Adresse courriel :

Le reçu de contribution peut permettre l'inscription de l'adresse courriel du donateur. Cette information pourrait au besoin être utilisée par le DGEQ afin de communiquer avec le donateur.



Peu importe les reçus utilisés, une des copies sera conservée par le représentant officiel pendant une période de sept ans, alors qu'une autre sera remise à l'électeur pour la joindre à sa déclaration de revenus pour Revenu Québec. Pour ce qui est des copies pour le trésorier et le DGEQ, le représentant officiel devra les remettre au trésorier de la municipalité :

- Par ailleurs, les reçus abîmés ou annulés doivent également être remis au trésorier.

Il est fortement recommandé qu'une photocopie de tous les chèques encaissés par le représentant officiel soit conservée par le parti ou le candidat indépendant autorisé, et ce, afin de s'assurer que les contributions proviennent réellement de l'électeur (art. 429 et 430 LERM).

Dans le but de faciliter l'obtention de la déclaration de l'électeur exigée sur un reçu de contribution, le DGEQ met à la disposition des représentants officiels un reçu provisoire. Vous trouverez ce formulaire sur notre site Web, electionsquebec.qc.ca, sous la rubrique « Municipal » à l'article « Formulaires et guides », Reçu provisoire de contribution (signature de l'électeur) (DGE-1431).

Le représentant officiel doit joindre une copie du reçu provisoire au reçu « officiel » prénuméroté destiné au DGEQ pour répondre aux exigences de l'article 434 de la LERM.

DIRECTIVE D-M-6

Personne autorisée à solliciter et à recueillir des contributions



DIRECTIVE D-M-6

Personne autorisée à solliciter et à recueillir des contributions

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 432, 433 et 434)

BUT

Cette directive a pour but de définir ce que constituent la sollicitation et le fait de recueillir des contributions au sens des articles 432 et 433 de la Loi. Elle détermine également le contenu du certificat du solliciteur, ainsi que celui de la liste des solliciteurs.

CONTEXTE

La sollicitation d'une contribution ou le fait de recueillir une contribution doit, en tout temps et en toute circonstance, être effectué sous la responsabilité exclusive du représentant officiel et seulement par l'entremise des personnes qu'il désigne par écrit à cette fin. La désignation par écrit des personnes autorisées à solliciter et à recueillir des contributions demeure impérative pour atteindre les objectifs suivants :

- permettre à l'entité autorisée de s'assurer que les montants qui lui sont destinés lui ont véritablement été remis;
- rassurer le donateur que l'argent qu'il destine à une entité autorisée lui sera effectivement remis.

EXIGENCES

Dans l'atteinte de ces objectifs, seuls le représentant officiel ou les personnes qu'il désigne par écrit peuvent accomplir l'une ou l'autre des trois actions distinctes suivantes :

1. solliciter une contribution, soit la démarche ou l'acte de demander, de faire appel à quelqu'un en vue d'obtenir une contribution, qu'elle soit faite de personne à personne, par téléphone, par la poste, par courrier électronique, par Internet ou par tout autre moyen;
2. recueillir une contribution, soit l'acte de recevoir, de prendre possession d'une contribution, qu'elle soit versée en argent, par chèque ou par tout autre ordre de paiement signé par le donateur;
3. délivrer un reçu de contribution ou recevoir un reçu de contribution dûment complété par le donateur.

Le certificat du solliciteur (annexe I) atteste la désignation effectuée par le représentant officiel. Le représentant officiel doit signer un tel certificat et le remettre à toute personne qui effectue l'une ou l'autre des actions citées précédemment. Ainsi, il est nécessaire de détenir un certificat du solliciteur dès que l'une de ces actions est exécutée. Le solliciteur doit, quant à lui, exhiber son certificat à quiconque en fait la demande.

Publiée le : 1^{er} janvier 1988
Mise à jour : novembre 2016

Page 1 de 4

Autorisée par :



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DIRECTIVE D-M-6

Celui qui reçoit la contribution doit délivrer un reçu au donateur. Il est à noter que le nom du solliciteur doit toujours être inscrit sur chaque reçu. Si aucune sollicitation n'a été faite de manière officielle, le nom du représentant officiel doit obligatoirement y apparaître. À cet égard, le Directeur général des élections du Québec met à la disposition du représentant officiel des livrets de reçus officiels (voir la directive D-M-5 pour plus de renseignements).

Il est demandé à tout représentant officiel de contrôler avec rigueur les reçus officiels qui lui ont été remis. Par le fait même, il doit s'assurer d'exercer un contrôle sur les reçus remis aux solliciteurs qu'il désigne. Un modèle de rapport de conciliation est disponible à cet effet.

CERTIFICAT DU SOLLICITEUR

Un modèle de certificat du solliciteur est proposé en annexe I de la présente directive. Le représentant officiel peut toutefois produire ses propres certificats dans la mesure où ceux-ci contiennent tous les éléments inclus à cette annexe.

Tout certificat du solliciteur demeure valide pour une période maximale d'un an à compter de la date de délivrance. En cas de nomination d'un nouveau représentant officiel, les certificats délivrés demeurent valides à moins que ce dernier en décide autrement.

LISTE DES SOLLICITEURS

Le représentant officiel d'un parti politique doit transmettre au trésorier de la municipalité la liste des solliciteurs désignés au cours de l'année en même temps que son rapport financier. Tout solliciteur détenant un certificat en vigueur (ne serait-ce qu'une journée) au courant de l'année civile correspondant à celle du rapport financier doit figurer sur cette liste.

Pour ce qui est du représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé, il doit remettre au trésorier de la municipalité tous les certificats du solliciteur, ainsi que la liste des solliciteurs, en même temps que tout rapport financier.

À noter que la liste des solliciteurs est obligatoire pour tout parti ou candidat indépendant autorisé, et ce, même si aucun solliciteur n'a été désigné. Une liste vide mais signée par le représentant officiel se doit d'être déposée auprès du trésorier. Un modèle de liste des solliciteurs est proposé en annexe II de la présente directive. Le représentant officiel peut toutefois produire sa propre liste dans la mesure où celle-ci contient tous les éléments inclus à cette annexe.

DIRECTIVE D-M-6

ANNEXE I

Certificat du solliciteur

En vertu des articles 432 et 433 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, je,

_____, représentant officiel de _____
Nom Nom du parti ou du candidat indépendant autorisé

_____, désigne _____,
Nom du solliciteur

domicilié au _____,
Adresse

pour solliciter et recueillir des contributions pour le parti ou le candidat mentionné ci-dessus dans

la municipalité de _____,
Nom de la municipalité

au cours d'une période maximale d'un an, soit du _____ au _____.
Année/mois/jour Année/mois/jour

Signé à _____, le _____.
Municipalité Date

Signature du solliciteur Signature du représentant officiel

Numéro du certificat : _____ Reçus de contribution remis : _____ à _____
Numéro Numéro

DÉCLARATION DU SOLLICITEUR

Je, _____, désigné à titre de solliciteur,
Nom

m'engage à exhiber, sur demande, le présent certificat à tout électeur qui versera une contribution et à l'informer que **toute contribution doit être faite à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle ne peut faire l'objet d'un quelconque remboursement.**

_____, le _____.
Signature du solliciteur Date

N.B. : Si le délégué du représentant officiel délivre le présent certificat, faire les adaptations nécessaires conformément à l'article 435 de la LERM.



DIRECTIVE D-M-6

ANNEXE II

Liste des sollicitateurs

En vertu des articles 432 et 433 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités,

Nom du représentant officiel

représentant officiel de _____

Nom du parti ou du candidat indépendant autorisé

dans la municipalité de _____

Nom de la municipalité

a désigné par écrit les sollicitateurs énumérés ci-dessous.

Nom et adresse des sollicitateurs	Pour la période		Numéro du certificat
	Du	Au	
Nom et prénom			
Adresse			
Nom et prénom			
Adresse			
Nom et prénom			
Adresse			
Nom et prénom			
Adresse			
Nom et prénom			
Adresse			

Signature du représentant officiel

Date

N.B. : Si le représentant officiel désigne des personnes pour solliciter et recueillir des contributions, il doit dresser une liste des sollicitateurs et la retourner au trésorier. S'il n'y a aucun sollicitateur nommé, une liste vide doit obligatoirement être signée par le représentant officiel et également être déposée au trésorier.



DIRECTIVE D-M-17

Indemnités journalières pour les frais de transport et certains frais de repas remboursés pour la période électorale

DIRECTIVE **D-M-17**

Indemnités journalières pour les frais de transport et certains frais de repas remboursés pour la période électorale

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 466 et 492)

BUT

Le but de cette directive est d'encadrer l'acceptation et le paiement des indemnités journalières (per diem) relatives aux frais de transport et à certains frais de repas.

CADRE D'APPLICATION

La personne requérante pourra toujours demander à l'agent officiel un remboursement de ses frais de transport et de repas suivant les coûts réels engagés, le tout appuyé des pièces justificatives pertinentes.

Toutefois, sous réserve d'une acceptation par l'agent officiel, la personne requérante peut aussi demander à être remboursée sur la base d'indemnités journalières pour ses frais de transport et pour certains frais de repas pour le jour du vote par anticipation et pour le jour du scrutin.

INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

Frais de transport

La personne requérante peut demander à être remboursée sur la base d'une indemnité journalière, en fonction d'un montant maximal alloué au kilomètre qui ne peut excéder celui établi par la municipalité.

Frais de repas pour le jour du vote par anticipation et pour le jour du scrutin

Lors du jour du vote par anticipation et du jour du scrutin, une indemnité journalière maximale pour frais de repas jusqu'à concurrence de 25 \$ peut être remboursée par l'agent officiel, soit 10 \$ pour le dîner et 15 \$ pour le souper.

Publiée le : 31 mai 2005

Mise à jour : juin 2009

Page 1 de 3

Autorisée par :



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DIRECTIVE D-M-17

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Les indemnités journalières de frais de transport

Lorsqu'il y a utilisation d'un véhicule automobile personnel et que le trajet aller et retour, pour chaque journée complète, est de plus de 180 kilomètres, la personne requérante doit fournir une preuve de déplacement (facture d'essence ou reçu de stationnement) prouvant qu'elle a supporté des frais reliés à l'utilisation de son véhicule automobile.

Toutefois, aucune preuve de déplacement n'est exigée pour un déplacement de moins de 180 kilomètres aller et retour, pour chaque journée complète, lorsqu'il y a utilisation d'un véhicule personnel.

Les indemnités journalières de certains frais de repas

La personne requérante peut bénéficier de l'indemnité pour frais de repas sans pièce justificative le jour du vote par anticipation et le jour du scrutin.

Dans toutes autres situations, le remboursement des frais de repas est effectué en fonction des coûts réels avec production de factures, reçus ou autres pièces justificatives pertinentes.

FORMULAIRES À REMPLIR

La personne qui réclame des indemnités journalières utilise le formulaire proposé dans cette directive ou tout autre document indiquant les renseignements nécessaires et justificatifs aux fins du versement des indemnités journalières. Un modèle de ce formulaire est reproduit à la page 3 de cette directive. La demande de remboursement des frais de transport et de certains frais de repas doit être signée par la personne qui fait la demande et approuvée par la signature de l'agent officiel.



[illegible]

DIRECTIVE D-M-18

Perte de matériel publicitaire à la suite de vandalisme ou de vol en période électorale



DIRECTIVE D-M-18

Perte de matériel publicitaire à la suite de vandalisme ou de vol en période électorale

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 451, 455, 457 et 463)

BUT

Le but de cette directive est de préciser aux agents officiels et aux représentants officiels la façon de considérer le coût de remplacement de matériel perdu à la suite de vandalisme ou de vol.

Le coût de remplacement peut être considéré comme « montant non inclus dans les dépenses électorales » sous réserve de certaines conditions ou comme une dépense électorale, si la limite de dépenses permise n'est pas dépassée.

MONTANT NON INCLUS DANS LES DÉPENSES ÉLECTORALES

Lorsque du matériel, utilisé pendant une période électorale, est volé ou endommagé à la suite d'un acte de vandalisme, le coût de remplacement par du matériel semblable jusqu'à concurrence du coût initial n'est pas une dépense électorale lorsque les conditions suivantes sont respectées :

L'agent officiel joint au rapport de dépenses électorales :

- un affidavit et une preuve des dommages encourus (par exemple : une photographie) dans le cas de vandalisme;
- une copie du rapport de police ainsi que le numéro de dossier et l'adresse du bureau de la police dans le cas d'un vol;
- les pièces justificatives concernant le matériel publicitaire perdu et son coût (factures, preuves de paiement et, s'il y a lieu, la preuve publicitaire).

L'agent officiel remplace le matériel perdu par du matériel identique et annexe à son rapport les pièces justificatives concernant le remplacement du matériel perdu (factures, preuves de paiement et, s'il y a lieu, la preuve publicitaire).

Quant au montant correspondant au coût initial, il peut être acquitté soit par le représentant officiel ou par l'agent officiel. S'il est acquitté par l'agent officiel, il doit le déclarer au rapport dans la colonne « Montants non inclus dans les dépenses électorales » lorsque, d'une part, on a choisi de ne pas le considérer comme une dépense électorale et, d'autre part, on a respecté les conditions mentionnées précédemment.

Publiée le : 21 mai 1998

Mise à jour : juin 2009

Page 1 de 2

Autorisée par :



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DIRECTIVE D-M-18

DÉPENSES ÉLECTORALES

Si les conditions énumérées précédemment ne sont pas remplies, l'agent officiel est tenu de considérer le coût du matériel perdu et celui du nouveau matériel publicitaire comme des dépenses électorales et de se conformer aux exigences de la Loi en cette matière.

De plus, lorsque le coût de remplacement du nouveau matériel est supérieur au coût initial du matériel perdu, la différence est une dépense électorale additionnelle qui doit être autorisée et acquittée par l'agent officiel. Elle affecte la limite de dépenses permise et doit être inscrite au rapport de dépenses électorales.



DIRECTIVE D-M-22

Contrôle des reçus de contribution par le représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé



DIRECTIVE D-M-22

Contrôle des reçus de contribution par le représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 432 à 434)

BUT

Cette directive a pour but de prescrire au représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé une procédure de contrôle à l'égard des reçus qui lui ont été remis. Pour les fins de la présente, et conformément à la Loi, est assimilée à un candidat indépendant la personne qui a manifesté l'intention de le devenir.

CONTEXTE

La sollicitation d'une contribution ne peut être faite que sous la responsabilité du représentant officiel et que par l'entremise des personnes qu'il désigne par écrit à cette fin (solliciteur). Le représentant officiel ou le solliciteur qui reçoit la contribution doit délivrer un reçu au donateur. À cet égard, le Directeur général des élections met à la disposition du représentant officiel des livrets de reçus (voir la directive D-M-5 pour plus de renseignements).

À la suite de l'acceptation d'une demande d'autorisation d'un candidat indépendant, le trésorier ou le DGE, le cas échéant, doit lui remettre un livret de reçus (ou plus si requis). Le candidat indépendant autorisé doit, à son tour, remettre à son représentant officiel s'il est différent du candidat lui-même, en même temps que le « Guide du représentant officiel et de l'agent officiel d'un candidat indépendant autorisé », qui lui est aussi destiné, le ou les livrets de reçus qu'il a ainsi obtenus.

PROCÉDURE DE CONTRÔLE

Il est demandé à tout représentant officiel de contrôler les reçus qui lui ont été remis et qu'il a remis à toute personne qu'il a désignée, par écrit, à solliciter et recueillir des contributions.

Lors de la production du premier rapport financier qui suit la tenue d'un scrutin :

Remettre au trésorier de la municipalité toutes les copies de reçus abîmés ou annulés et ceux qui n'ont pas été utilisés à l'exception des reçus non utilisés dans l'éventualité où vous devriez produire un rapport financier additionnel.

Lors de la production, le cas échéant, d'un rapport financier additionnel :

Remettre au trésorier de la municipalité toutes les copies de reçus abîmés ou annulés et ceux qui n'ont pas été utilisés.

Publiée le : 23 juillet 2001
Mise à jour : avril 2011

Page 1 de 1

Autorisée par :



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DIRECTIVE D-M-23

Admissibilité des biens durables



DIRECTIVE D-M-23

Admissibilité des biens durables

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités

BUT

Cette directive a pour but d'introduire le concept de bien durable au titre de dépenses électorales ainsi que de prescrire la base de répartition du coût d'un tel bien, nécessaire à l'agent officiel lors de la production du rapport de dépenses électorales.

BIEN DURABLE

Sont visés par cette directive, tous les biens durables, autres que l'argent et le matériel publicitaire, acquis et utilisés en période électorale, mais dont la durée normale d'utilisation se situe bien au-delà de ladite période électorale. À titre d'exemple, notons :

- équipement de bureau : ordinateur, télécopieur, téléphone, cellulaire, etc.
- mobilier de bureau : tables, chaises, lampes, etc.
- vêtements.

DÉPENSE ADMISSIBLE

L'agent officiel doit déclarer, au rapport de dépenses électorales, un montant représentant le moindre de 50 % du coût d'acquisition du bien durable ou le coût de location estimé d'un bien similaire utilisé pour une même période déterminée.

Aux fins de l'application de cette directive, le coût de location estimé d'un bien similaire est établi en fonction du prix de détail le plus bas auquel un tel bien est offert au public dans le cours normal des affaires, selon le marché dans la région et à l'époque où il est fourni aux fins de l'élection.

Exemple :

Mise en situation

Le candidat désire utiliser un ordinateur pour produire les publicités pour sa campagne électorale. Il a la possibilité d'en acheter un ou de faire une location. Le coût d'acquisition est de 2 500 \$ et après vérification auprès d'un fournisseur, le coût de location pour une période électorale est de 1 000 \$.

Il décide de procéder à l'achat de l'ordinateur.

Publiée le : 31 mai 2005
Mise à jour : avril 2011

Page 1 de 2

Autorisée par :



DIRECTIVE D-M-23

Dépense admissible :

Le montant de dépense admissible est de 1 000 \$. En effet, le coût de location est le moindre puisque 50 % du coût d'acquisition est égal à 1 250 \$.

Inscription au rapport de dépenses électorales :

Donc, l'agent officiel doit déclarer à titre de dépenses électorales 1 000 \$ (catégorie Biens et services) et 1 500 \$ (coût d'acquisition : (2 500 \$) moins le coût de location (1 000 \$)) à titre de montant non inclus dans les dépenses électorales.

DIVULGATION AU RAPPORT DE DÉPENSES ÉLECTORALES

Si le coût d'acquisition du bien durable est assumé en totalité par le fonds électoral mis à la disposition de l'agent officiel, celui-ci devra inscrire à son rapport au titre de dépenses électorales un montant équivalent à la dépense admissible et la portion non admissible du coût au titre de dépenses non incluses dans les dépenses électorales.

De même, si le coût d'acquisition est assumé en tout ou en partie par le représentant officiel d'un parti politique, l'agent officiel de ce parti ne sera tenu d'inscrire à son rapport que le montant admissible au titre de dépenses électorales.

Ce montant devra correspondre au coût admissible remboursé au représentant officiel par l'agent officiel à même son fonds électoral.

Enfin, lorsqu'un agent officiel d'un parti politique utilise un bien durable acquis par le représentant officiel de ce parti avant le début de la période électorale, ce dernier devra facturer le coût de location d'un tel bien à l'agent officiel en fonction d'un prix reflétant la valeur marchande du bien à l'époque où il est fourni aux fins de l'élection.



DIRECTIVE D-M-24

Organisation et tenue d'assemblées publiques en période électorale



DIRECTIVE D-M-24

Organisation et tenue d'assemblées publiques en période électorale

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 453(8))

BUT

Ce document a pour but d'établir les règles relatives à l'organisation et à la tenue d'assemblées publiques pendant la période électorale.

ACTIVITÉS TENUES PAR DES ORGANISMES NON PARTISANS

Les coûts associés à des activités tenues par des organismes non partisans (ex. : Chambre de commerce) ne sont pas considérés comme des dépenses électorales si les conditions suivantes sont respectées :

- l'organisation et la tenue d'une assemblée publique doit se faire dans le cadre des activités régulières de l'organisme;
- l'invitation lancée aux membres de l'organisme et au public en général doit être faite de la même façon que celle qui est habituellement utilisée;
- aucune publicité partisane ne doit être distribuée ou diffusée à l'occasion ou durant une telle activité. On doit donc comprendre que l'utilisation d'un slogan ou d'un logo partisan ne devrait pas être tolérée ni dans les documents d'invitation ni à l'extérieur ou à l'intérieur des lieux de l'assemblée;
- l'assemblée ne doit pas être organisée directement ou indirectement pour le compte d'un parti ou d'un candidat.

ACTIVITÉS TENUES PAR DES ORGANISMES PARTISANS

Le coût de toute activité tenue en période électorale par des organismes partisans (ex. : Commission jeunesse d'un parti) doit être considéré comme une dépense électorale et être acquitté par l'agent officiel d'un parti ou d'un candidat indépendant autorisé.

AUTRES ACTIVITÉS TENUES

Les dépenses faites ou engagées pour la tenue de réunions, y compris la location de la salle et la convocation des participants, ne sont pas considérées comme des dépenses électorales, pourvu que ces réunions ne soient pas organisées directement ou indirectement pour le compte d'un candidat indépendant autorisé ou d'un parti et que le total desdites dépenses pour toute la période électorale n'excède pas 200 \$.

Publiée le : 31 mai 2005

Page 1 de 1

Autorisée par :



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DIRECTIVE D-M-26

Rapport d'activités à caractère politique et revenus accessoires



DIRECTIVE D-M-26

Rapport d'activités à caractère politique et revenus accessoires

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 428 (7°), (7.1°) et 480, (4°), (4.1°))

BUT

Le but de cette directive est de prescrire le formulaire pour la production du rapport d'activités à caractère politique et de fournir le détail des revenus accessoires pouvant être recueillis lors d'activités ou de manifestations à caractère politique.

CADRE D'APPLICATION

La personne responsable de l'activité politique doit remplir le formulaire en indiquant les sommes recueillies lors de cette activité et les dépenses encourues. Celui-ci doit remettre les sommes au représentant officiel qui les dépose dans le compte bancaire concerné, et lui remet également, les factures pour paiement.

Lorsque le prix d'entrée pour une activité ou une manifestation à caractère politique est de 60 \$ ou moins et que vous choisissez de considérer ce prix d'entrée à titre de revenu d'activité sans reçu de contribution, vous devez mettre en place les contrôles nécessaires en vue de démontrer au DGE l'application conforme de cette disposition de la LERM. Par conséquent, le représentant officiel devra donc établir, à des fins de contrôle, une liste des noms et adresses des personnes (physiques ou morales) ayant déboursé un prix d'entrée et qui devra accompagner obligatoirement le rapport d'activités à caractère politique.

Le représentant officiel doit joindre ces rapports lors de la production du rapport financier annuel.

REVENUS ACCESSOIRES

Il est permis de recueillir, lors d'activités ou de manifestations à caractère politique, des revenus accessoires, lesquels ne sont pas considérés comme des contributions. À titre d'exemples, il peut s'agir de revenus de vestiaire, de revenus tirés de la vente de boissons non-alcoolisées ou d'articles promotionnels.

Le montant total de ces revenus accessoires doivent être indiqués au rapport financier annuel et détaillés sur le formulaire.



DIRECTIVE D-M-26

CONDITIONS À RESPECTER

Afin d'assurer la conformité des revenus accessoires, les conditions suivantes doivent être respectées :

- Les revenus accessoires ne peuvent être recueillis que lors d'activités ou de manifestations à caractère politique;
- Les revenus accessoires doivent être raisonnables, c'est-à-dire peu importants et non récurrents, et ne doivent en aucun cas constituer un revenu commercial ou être assimilés à un tel revenu;
- Les revenus accessoires doivent être en relation avec le nombre de participants aux activités ou manifestations à caractère politique;
- Le représentant officiel doit présenter distinctement au rapport financier les revenus accessoires recueillis au cours de l'exercice financier. Il doit joindre au rapport financier le formulaire détaillant les revenus accessoires, les quantités vendues et le(s) prix unitaire(s).

Les articles promotionnels qui sont vendus lors d'activités ou manifestations à caractère politique sont assimilés à des revenus accessoires. Par contre, des articles promotionnels peuvent être vendus en tout temps en quantité raisonnable et à la condition de ne pas constituer un revenu commercial ou être assimilés à un tel revenu.

APPRÉCIATION DU CARACTÈRE RAISONNABLE PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Le Directeur général des élections évalue le caractère raisonnable des revenus accessoires recueillis par une entité autorisée. S'il ne peut être justifié, tout revenu accessoire dérogeant aux conditions précédemment mentionnées sera considéré comme une contribution non conforme et devra être retournée au trésorier de la municipalité, conformément aux dispositions de l'article 440 de la Loi sur les élections et référendums dans les municipalités.



DIRECTIVE D-M-26

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1070-VF (11-03)

Rapport d'activités à caractère politique et revenus accessoires

Nom du candidat indépendant ou du parti :	
Nature de l'activité :	Date de l'activité :
Adresse où s'est tenue l'activité :	

Billets vendus (détails par catég. d'entrée)		Prix unitaire (B)	Somme recueillie (A) X (B)	Répartition	
				Avec reçu de contribution	Sans reçu de contribution
Catégorie d'entrée	Nbre de billets (A)				
		\$	\$	\$	\$
		\$ +	\$	\$	\$
		\$ +	\$	\$	\$
		\$ +	\$	\$	\$
Total des sommes recueillies à titre de billets vendus			= \$	\$	\$
Revenus accessoires (bar, vestiaire, etc.) *			+ \$		
Total des sommes recueillies (à remettre au représentant officiel)			= \$		

Dépenses engagées pour cette activité :		
Salle	\$	
Impression des billets	+	\$
Publicité	+	\$
Nourriture et boissons	+	\$
Son et éclairage	+	\$
Assurances	+	\$
Dépenses payées à même la petite caisse (fournir les détails)	+	\$
Autres (décrire)	+	\$
Total des dépenses	=	\$

* Détail des revenus accessoires			
Nature	Quantité vendue	Prix unitaire	Total
Total			

Responsable de l'activité :	
Signature du responsable :	Date du rapport :
Signature du représentant officiel :	Date :



